



ALLIANCE DES CIVILISATIONS

Rapport du Groupe de haut niveau
13 novembre 2006



Nations Unies



ALLIANCE DES CIVILISATIONS

Rapport du Groupe de haut niveau

13 novembre 2006



**Nations Unies
New York, 2006**

Note

Les appellations utilisées et la présentation des données correspondantes n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, des territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

L'expression « pays ou zone » utilisée dans le texte et les tableaux de la présente publication s'entend également, suivant le cas, des territoires ou zones.

Table des matières

PARTIE I

I.	Réduire les divisions du monde	3
II.	Principes directeurs.....	5
III.	Le contexte mondial.....	7
	<i>Vue d'ensemble.....</i>	7
	<i>Identités et perceptions.....</i>	8
	<i>Émergence de l'extrémisme.....</i>	9
IV.	La dimension politique.....	13
	<i>Récits historiques.....</i>	13
	<i>Relations entre les sociétés occidentales et musulmanes.....</i>	13
	<i>Tendances dans les sociétés musulmanes.....</i>	15
V.	Vers une alliance des civilisations : recommandations de politique générale.....	21
	<i>Le Moyen-Orient.....</i>	21
	<i>Autres recommandations de politique générale.....</i>	23

PARTIE II

VI.	Principaux champs d'action	29
	<i>L'éducation.....</i>	29
	<i>La jeunesse.....</i>	32
	<i>Les migrations.....</i>	34
	<i>Les médias.....</i>	35
VII.	Recommandations	37
	<i>L'éducation.....</i>	37
	<i>La jeunesse.....</i>	40
	<i>Les migrations.....</i>	43
	<i>Les médias.....</i>	45
VIII.	Mise en place des recommandations	49

Annexes

Annexe 1 : Termes de référence du Groupe de haut niveau.....	53
<i>Contexte.....</i>	53
<i>Le Groupe de haut niveau.....</i>	53
<i>Structure de soutien.....</i>	54
Annexe 2 : Membres du Groupe de haut niveau.....	55
Annexe 3 : Contribution au Groupe de haut niveau de l'Alliance des civilisations par M. André Azoulay et M. Hubert Védrine sur le conflit israélo-palestinien.....	57
Autres documents utiles	61

Partie I

The image features a dark green background with a gradient that transitions to a lighter green and then to a deep blue at the bottom. Overlaid on this background are several large, overlapping semi-circular shapes in various shades of blue and green, creating a layered, abstract effect. The text 'Partie I' is centered in the upper half of the image in a white, serif font.

I. Réduire les divisions du monde

- 1.1 Le monde dans lequel nous vivons est déséquilibré de façon alarmante. Pour beaucoup d'entre nous, le siècle passé a apporté un progrès, une prospérité et une liberté sans précédent. Pour d'autres, il aura été une période d'assujettissement, d'humiliation et de dépossession. Le monde dans lequel nous vivons est un monde de grandes inégalités et de paradoxes : un monde où le revenu des trois personnes les plus riches est supérieur au revenu combiné des pays les moins développés; où la médecine moderne fait des miracles tous les jours mais où 3 millions d'individus meurent chaque année de maladies que l'on peut prévenir; où notre connaissance des univers éloignés est plus grande que jamais, mais où 130 millions d'enfants n'ont aucun accès à l'éducation; où la communauté internationale semble parfois impuissante face aux conflits et aux génocides en dépit de l'existence d'institutions et de traités multilatéraux. Pour la majorité des hommes, l'affranchissement de la misère et l'affranchissement de la peur semblent plus insaisissables que jamais.
- 1.2 Nous vivons aussi dans un monde de plus en plus complexe, où les perceptions polarisées, alimentées par l'injustice et l'inégalité, mènent parfois à la violence et aux conflits, menaçant ainsi la stabilité internationale. Au cours des quelques dernières années, les guerres, l'occupation et les actes de terreur ont exacerbé la suspicion et la peur mutuelles dans et entre les sociétés. Certains leaders politiques et secteurs des médias, ainsi que des groupes radicaux, ont exploité ce contexte en érigeant des images-miroir reflétant un monde formé de cultures, de religions ou de civilisations mutuellement exclusives, historiquement différentes et destinées à la confrontation.
- 1.3 L'inquiétude et la confusion causées par la théorie d'un « choc des civilisations » ont malheureusement déformé les termes du discours sur la véritable nature du problème auquel est confronté le monde. L'histoire des relations entre les cultures ne se réduit pas à des guerres et des confrontations. Elle comporte également des siècles d'échanges constructifs, de fertilisations croisées et de coexistence pacifique. De plus, classer des sociétés mouvantes et diversifiées sous des étiquettes trop strictes de civilisations interfère avec des méthodes plus éclairantes de compréhension des questions d'identité, de motivation et de comportement. Les scissions entre les puissants et les impuissants ou entre les riches et les pauvres ou encore entre les multiples groupes politiques, classes, professions et nationalités ont plus de valeur explicative que de telles catégories culturelles. Effectivement, ces derniers stéréotypes servent uniquement à figer des opinions déjà polarisées. Pire encore, en favorisant la fausse idée que les cultures sont sur une trajectoire de collision inévitable, elles aident à transformer des disputes négociables en des conflits d'identité apparemment intraitables et qui captivent l'imagination populaire. Il est donc essentiel

de lutter contre les stéréotypes et les idées fausses qui figent les schémas d'hostilité et de méfiance entre les sociétés.

- 1.4 Dans ce contexte, le besoin de jeter des ponts entre les sociétés, de promouvoir le dialogue et la compréhension, et de forger la volonté politique collective pour traiter les déséquilibres mondiaux, n'a jamais été aussi grand. Cette tâche urgente constitue la raison d'être de l'Alliance des civilisations. Instituée par le Secrétaire général des Nations Unies en 2005 avec le coparrainage des Premiers Ministres d'Espagne et de Turquie, l'Alliance des civilisations affirme un large consensus parmi les nations, les cultures et les religions, à savoir que toutes les sociétés sont reliées dans leur humanité et interdépendantes dans leur quête de stabilité, de prospérité et de coexistence pacifique.
- 1.5 L'Alliance cherche à traiter des divisions croissantes entre les sociétés en réaffirmant un paradigme de respect mutuel entre des peuples de traditions culturelles et religieuses différentes et en incitant à mobiliser une action concertée tendant vers ce but. Cet effort reflète la volonté de la grande majorité des peuples de rejeter l'extrémisme dans toutes les sociétés et de soutenir le respect pour la diversité culturelle et religieuse. Pour conduire cette initiative, le Secrétaire général a constitué un Groupe de haut niveau, formé de personnalités éminentes. Ce document constitue leur rapport¹. Basé sur l'analyse du GHN, il examine les relations de sociétés diversifiées et analyse l'émergence de la tendance actuelle à l'extrémisme, en portant une attention particulière aux relations entre les sociétés occidentale et musulmane, en gardant à l'esprit que de telles caractéristiques ne reflètent pas la grande diversité existant dans chacune d'elles. Il recommande un programme d'action applicable par les États (au niveau national, régional et local), les organisations internationales et la société civile qui, il faut l'espérer, aidera à diminuer l'hostilité et à promouvoir l'harmonie entre les nations et les cultures du monde.

¹ Ce rapport reflète le point de vue consensuel des membres du Groupe de haut niveau; il n'implique pas un accord universel sur tous les points.

II. Principes directeurs

- 2.1 Une alliance des civilisations doit être basée, de par sa nature même, sur une perspective multipolaire. En tant que tel, le GHN a été guidé dans ses délibérations par des principes qui définissent un cadre pour la promotion d'une culture de dialogue et de respect entre toutes les nations et toutes les cultures. La Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, qui cherche à libérer l'espèce humaine de la peur et de la misère, ainsi que les autres documents fondamentaux sur les droits culturels et religieux² constituent la référence de base pour ces principes, comme indiqué dans la liste ci-dessous.
- 2.2 Un monde de plus en plus interdépendant et globalisé ne peut être réglementé que par l'application de la loi et un système multilatéral efficace, avec le système des Nations Unies en son centre. Cela requiert l'adhésion au droit international et traités internationaux, y compris tous les droits et devoirs relatifs à la conduite de la guerre tels que définis dans le Droit international humanitaire (en particulier les conventions de Genève), le respect des institutions qui les établissent et le soutien aux mécanismes qui arbitrent les violations de ces règles.
- 2.3 Un respect complet et cohérent des droits de l'homme constitue le fondement pour des sociétés stables et des relations internationales pacifiques. Ces droits comportent l'interdiction de la torture physique et mentale; le droit à la liberté de religion; et le droit à la liberté d'expression et d'association. L'intégrité de ces droits repose sur leur nature universelle et inconditionnelle. Ces droits doivent donc être considérés comme inviolables, et tous les États, les organisations internationales, les acteurs non gouvernementaux et les individus doivent s'y conformer en toutes circonstances.
- 2.4 La diversité des civilisations et des cultures est une caractéristique essentielle des sociétés humaines et un moteur pour le progrès humain. Les civilisations et les cultures reflètent la grande richesse et le grand héritage de l'espèce humaine; leur nature est de se chevaucher, interférer et évoluer en relation les unes avec les autres. Il n'existe pas de hiérarchie entre les cultures, chacune d'entre elles ayant apporté sa contribution à l'évolution de l'humanité. L'histoire des civilisations est en fait une histoire d'emprunts mutuels et de fertilisations croisées permanentes.
- 2.5 La pauvreté mène au désespoir, à un sens de l'injustice et d'aliénation qui, lorsqu'associés avec des griefs politiques, peuvent favoriser l'extrémisme. L'éradication de la pauvreté réduirait ces facteurs liés à la marginalisation économique et à l'aliénation, et elle doit par

² Voir les documents de référence sur le site Web de l'Alliance des civilisations (www.unaoc.org).

conséquent être poursuivie de manière agressive, ainsi que souhaité dans les Objectifs de développement du Millénaire.

- 2.6 Le terrorisme ne peut jamais être justifié. Afin de parvenir à permettre aux institutions internationales et aux gouvernements de stopper le terrorisme, nous devons aborder toutes les conditions qui y mènent, reconnaître les relations existant entre la paix, la sécurité, le développement économique et social, et les droits de l'homme. À ce sujet, la Stratégie mondiale des Nations Unies contre le terrorisme, récemment approuvée, constitue un point de repère important.
- 2.7 Une gouvernance démocratique représentative des citoyens et à l'écoute de leurs besoins et aspirations constitue le meilleur moyen donné aux individus pour atteindre leur plein potentiel. Pour parvenir au succès, les systèmes démocratiques doivent émerger organiquement de la culture au sein de chaque société, en reflétant ses valeurs partagées et adaptées aux besoins et aux intérêts de ses citoyens. Cela n'est possible que lorsque les peuples sont libres et se sentent maîtres de leur destin.
- 2.8 La religion est une dimension de plus en plus importante pour de nombreuses sociétés et une source de valeurs pour les individus. Elle peut jouer un rôle décisif pour favoriser l'appréciation des autres cultures, religions et modes de vie afin d'aider à développer l'harmonie entre eux.

III. Le contexte mondial

Vue d'ensemble

- 3.1 Les développements politiques et technologiques au XX^e siècle ont soulevé l'espoir et fait entrevoir la possibilité d'une période d'harmonie sans précédent entre les nations et d'une grande amélioration du bien-être mondial. Effectivement, beaucoup a été réalisé. La coopération multilatérale et l'activisme de la société civile ont ouvert la voie à un certain nombre de développements positifs dans les relations internationales, dont l'interdiction de l'usage des mines terrestres, la constitution de tribunaux pénaux internationaux et l'inauguration d'un vaste ensemble d'initiatives coopératives destinées à éradiquer les maladies ou à combattre la pauvreté. Cependant, en dépit de ces réalisations, un malaise général continue d'être ressenti dans de nombreux milieux, concernant l'état du monde. Il existe un sentiment largement répandu que les institutions multilatérales, constituées pour faire progresser les principes universels et pour améliorer le bien-être général, sont inefficaces principalement à cause d'un manque de soutien de la part des plus grandes puissances, et une véritable peur que la perspective d'un avenir plus pacifique, stable et prospère pour la jeunesse actuelle ne soit remis en cause. Dans certains cas, ce pessimisme est le résultat de dynamiques locales, nationales ou régionales particulières, mais il existe également un contexte mondial plus large qu'il faut prendre en considération.
- 3.2 En termes sociaux, politiques et économiques, l'Occident conduit la globalisation et en même temps semble menacé par certaines de ses tendances. Les puissances occidentales maintiennent une puissance politique, économique et militaire écrasante dans le monde, dont une influence disproportionnée dans les organisations multilatérales politiques et économiques. Des frontières perméables, des flux croissants de populations depuis les pays pauvres vers les pays riches, des communautés immigrées non intégrées et les débordements transfrontaliers des facteurs économiques, environnementaux, sanitaires, et même de sécurité physique, ont mis en évidence aussi bien l'interdépendance des sociétés que les fossés grandissants entre elles.
- 3.3 En termes de bien-être économique, les inégalités de revenus ont continué d'augmenter au cours des dernières décennies, et des études actuelles montrent que l'intégration croissante dans l'économie mondiale a en fait exacerbé les divergences dans la croissance économique des pays. Ainsi, plus de la moitié de l'humanité mène encore une vie de privations, et le fossé entre les riches et les pauvres, aussi bien entre que dans les nations, semble se creuser inexorablement. Les systèmes sanitaires et éducatifs des pays en développement restent inadaptés. La destruction de l'environnement s'intensifie, la prolifération des armes nucléaires, biologiques et chimiques semble échapper à tout contrôle

efficace, et les ventes mondiales d'armes, aussi bien officielles qu'illégales, échappent à tout contrôle.

- 3.4 En termes de bien-être politique, il existe une perception grandissante que les principes universels sur les droits de l'homme et la gouvernance démocratique responsable ne sont vigoureusement défendus que dans les seuls cas où ils sont perçus par certains États comme servant leurs propres intérêts — une approche sélective qui sape la légitimité des institutions multilatérales, mandatées pour élaborer, faire progresser et défendre ces principes. Des discours éloquentes d'appui à la démocratie perdent toute pertinence lorsque des gouvernements démocratiquement élus sont isolés et parfois renversés par des pays puissants.
- 3.5 Les mécanismes et les technologies permettant les interactions entre les communautés semblent s'être développés plus rapidement que notre volonté politique collective à les utiliser pour améliorer le bien-être de tous. Ce contexte constitue un terrain fertile à l'émergence de politiques identitaires qui peuvent, en retour, conduire à de violentes tensions entre les communautés et alimenter des relations d'hostilité entre elles.

Identités et perceptions

- 3.6 Des identités culturelles différentes font partie intégrante de la richesse de l'expérience humaine, et, à ce titre, doivent être respectées et favorisées. En particulier, les traditions et les coutumes jouent un rôle décisif dans le développement et la transmission de l'identité moderne. Mais la poussée inexorable vers un monde « globalisé » a constitué un défi pour les identités collectives dans plusieurs régions du monde, dont l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie. Les progrès réalisés dans la seconde moitié du XX^e siècle ont établi la possibilité pour des nations et des cultures différentes de communiquer plus facilement, de négocier leurs intérêts sur un terrain d'action plus égalitaire et de poursuivre des intérêts communs, tout en conservant leurs identités distinctives et leurs systèmes de croyances. Ce que beaucoup pensent avoir émergé au lieu de cela est un système international offrant la perspective du bien-être économique pour certains, en contrepartie d'une plus grande conformité et homogénéisation des cultures, se terminant par la dislocation des familles et des communautés causée par l'urbanisation, la négation ou l'appropriation des styles de vie traditionnels et la dégradation de l'environnement. Dans ces cas où les communautés pensent qu'elles doivent affronter la marginalisation, les perspectives sombres pour le futur, ou même l'oppression et l'élimination, il est inévitable que certaines y répondent en affirmant leur identité première avec plus de vigueur.
- 3.7 Dans les sociétés démocratiques, lorsque des groupes partageant une histoire de discrimination et de victimisation réclament l'égalité des droits et de la participation politi-

que, ces réclamations peuvent être traitées de manière pacifique à l'aide, par exemple, de mesures d'action affirmative. Dans des systèmes politiques n'offrant pas de canaux pour faire entendre les griefs, des groupes politiques et militaires émergent souvent et préconisent l'usage de la violence pour obtenir réparation. Perçus comme des mouvements de libération par certains, ils sont considérés comme des menaces à la sécurité nationale par d'autres. À l'autre extrémité du spectre, les radicaux à l'affût de gains économiques ou politiques peuvent exploiter les sentiments d'humiliation ou de privation pour recruter pour des partis politiques ou pour des groupes militaires formés dans un ordre d'idées religieux ou ethnique. La projection faussée dans les médias, parfois avec une analyse substantielle, mais plus souvent en des termes superficiels et simplistes, aggrave les perceptions mutuellement négatives.

Émergence de l'extrémisme

- 3.8 L'exploitation de la religion par des idéologues dont l'intention est d'acquérir le public à leurs causes a conduit à la fausse perception que la religion elle-même est une cause à l'origine des conflits interculturels. Il est par conséquent essentiel de dissiper les malentendus et de donner une évaluation objective et informée du rôle de la religion dans la politique des temps modernes. Effectivement, une relation symbiotique entre la religion et la politique est peut-être en train d'émerger de nos jours, chacune influençant l'autre. À titre d'exemple pris dans le passé, l'entreprise coloniale apparemment laïque de la « mission de civilisation » ou la conviction de « destinée évidente » du XIX^e siècle avaient en réalité des racines religieuses profondes. Inversement, les plates-formes ouvertement religieuses de certains mouvements contemporains cachent des ambitions politiques qui s'approprient la religion à des fins idéologiques.
- 3.9 Du milieu du XIX^e siècle au milieu du XX^e siècle, de nombreuses élites intellectuelles et politiques ont présumé que la modernisation viendrait à bout de la vitalité religieuse. Au fur et à mesure que les êtres humains devenaient plus riches, jouissaient d'une plus grande liberté politique et parvenaient à de plus hauts niveaux d'éducation, l'argument qui prévalait était que la laïcisation et le laïcisme, en tant que principes légaux et politiques, progresseraient également, reléguant la religion à un rôle beaucoup moins important dans les événements mondiaux. Mais au cours des dernières décennies, quasiment toutes les principales religions du monde ont remis en question cette hypothèse et se sont établi un rôle en politique. Dans quelques sociétés il y a un appui grandissant pour un plus grand rôle de la religion dans la vie publique. La plupart de ces sociétés expriment ce souhait de manière pacifique, souhait persistant dans un monde que beaucoup considèrent comme étant de plus en plus hostile à la foi. Mais une petite proportion de groupes religieux-ement motivés participe à des actes de violence à travers le monde.

- 3.10 À ce stade, il est important de clarifier notre compréhension de certains termes communément utilisés. Le « fondamentalisme » est un terme occidental forgé par les chrétiens protestants et qu'on ne peut pas appliquer directement à d'autres communautés. Il est fréquemment utilisé pour décrire des mouvements perturbés par la marginalisation de la religion dans la société laïque et souhaitant rétablir son rôle central. Bien que ces mouvements soient en fait hautement novateurs et même non orthodoxes, ils appellent souvent à un retour aux racines de la tradition religieuse et à une adhésion littérale aux textes et principes de base indépendamment des facteurs historiques. Malgré l'imprécision dans l'utilisation de ce terme, il est important de noter ici que de tels mouvements existent dans la plupart des traditions religieuses. De plus, ils ne sont pas naturellement violents. Leur dénominateur commun est une déception profonde de la modernité laïque ainsi qu'une peur de celle-ci, que beaucoup d'entre eux ont expérimentée comme étant invasive, amoral et dépourvue de signification plus profonde. L'extrémisme, d'autre part, préconise des mesures radicales à la poursuite d'objectifs politiques. Il n'est pas de nature religieuse et on le rencontre également dans des mouvements laïques. Dans certains cas, les idéologies fondamentaliste et extrémiste peuvent être utilisées pour justifier des actes de violence et même des attaques terroristes sur des civils.
- 3.11 Il est impératif de reconnaître qu'aucune des religions mondiales n'excuse ou n'approuve le massacre d'innocents. Toutes font la promotion d'idéaux de compassion, de justice et de respect pour la dignité de la vie. Cependant, dans un grand nombre de conflits récents dans plusieurs régions du monde, la religion a été exploitée pour justifier l'intolérance, la violence et même la privation à la vie. Récemment, un nombre considérable d'actes de violence et de terrorisme a été commis par des groupes radicaux à la frange des sociétés musulmanes. À cause de ces actions, l'Islam est perçu par certains comme une religion fondamentalement violente. Les affirmations à ce sujet sont au mieux inexactes et au pire motivées par la malveillance. Elles approfondissent les séparations et renforcent une animosité mutuelle dangereuse entre les sociétés.
- 3.12 L'extrémisme et le terrorisme ne sont pas motivés uniquement par des interprétations exclusivistes de la religion, et les acteurs non gouvernementaux ne sont pas les seuls à les utiliser. En effet, des motivations séculaires et politiques ont été responsables de quelques règnes de terreur les plus horribles jamais connus de mémoire humaine, dont l'Holocauste, les répressions stalinistes en Union soviétique, et les génocides plus récents au Cambodge, dans les Balkans et au Rwanda, tous perpétrés par des puissances étatiques. En somme, un examen rapide du XX^e siècle nous montre qu'aucun groupe, aucune culture, région géographique ou orientation politique ne possède un quelconque monopole sur l'extrémisme et les actes terroristes.

3.13 Partout où des communautés pensent qu'elles doivent affronter la discrimination, l'humiliation ou la marginalisation persistante basée sur l'ethnicité, la religion ou d'autres critères d'identité, elles vont être enclines à affirmer leur identité de manière plus agressive. Tant que la source du ressentiment persiste, et en particulier lorsqu'elle est aggravée par une humiliation grandissante ou par le manque d'espoir pour un processus politique normal, les leaders modérés se battront toujours pour être au diapason de ceux qui entretiennent les sentiments de colère collective et proposent l'amitié et la réparation par le biais d'idéologies exclusivistes, de politiques de confrontation et de la violence. Des contre-mesures efficaces ne peuvent pas être uniquement basées sur l'attaque des adeptes de telles idéologies; en fait, de telles tactiques enflammeront vraisemblablement les sentiments mêmes qu'elles cherchent à éradiquer. L'unique solution durable consiste à aborder les causes du ressentiment et de la colère qui rendent les idéologies exclusivistes et violentes attirantes en premier lieu. Nulle part les idéologies exclusivistes, les perceptions d'hostilité, l'arrogance culturelle et les stéréotypes des médias ne se sont plus dangereusement combinés avec les conflits alimentés par des injustices perçues et réelles que dans les relations entre les sociétés occidentale et musulmane.

IV. La dimension politique

Récits historiques

- 4.1 En se basant sur les efforts prodigués par le dialogue entre les civilisations³ et sur d'autres initiatives en rapport⁴, l'Alliance des civilisations doit examiner, dans le cadre d'une approche multipolaire et complète, l'état des relations entre des sociétés contemporaines diverses, ainsi que leurs visions mondiales et leurs perceptions mutuelles qui façonnent ces relations. L'analyse se concentre ici sur les relations entre les sociétés occidentale et musulmane, bien que l'approche suivie par le Groupe de haut niveau pour cette question puisse servir de référence pour réduire d'autres divisions dans l'intérêt de l'établissement de la paix et de l'harmonie.
- 4.2 En dépit de périodes historiques de confrontations et de conflits entre les adeptes des trois principales religions monothéistes — conflits qui étaient plus souvent de nature politique que religieuse —, il est important de noter qu'une coexistence pacifique, des échanges commerciaux bénéfiques et des enseignements réciproques ont marqué les relations entre christianisme, islam et judaïsme depuis les premiers temps jusqu'à nos jours. Au Moyen Âge, la civilisation islamique était une importante source d'innovation, d'acquisition des connaissances et de progrès scientifique, qui ont contribué à l'émergence de la Renaissance et du siècle des Lumières en Europe. Historiquement, sous le règne musulman, les juifs et les chrétiens étaient généralement libres de pratiquer leur foi. Beaucoup parmi eux ont pu atteindre des postes élevés en politique dans les empires andalou, abbasside et ottoman, et les juifs en particulier ont trouvé refuge dans les empires musulmans à différentes périodes de l'histoire afin de fuir la discrimination et la persécution. De la même façon, au cours des derniers siècles, les développements politiques, scientifiques, culturels et technologiques en Occident ont influencé de nombreux aspects de la vie dans le monde musulman, et de nombreux musulmans ont envisagé d'immigrer vers les nations occidentales en partie pour les libertés politiques et les opportunités économiques qu'elles offraient.

Relations entre les sociétés occidentales et musulmanes

- 4.3 Des récits incomplets de l'histoire ancienne sont utilisés par des mouvements radicaux pour peindre un portrait inquiétant de communautés de croyance historiquement différentes et mutuellement exclusives, destinées à la confrontation. De tels récits historiques

³ Se référer à l'Agenda mondial pour le dialogue entre les civilisations (A/60/259).

⁴ En particulier, la Déclaration et le Programme d'action pour une culture de la paix à laquelle il est fait référence, conjointement avec le Dialogue entre les civilisations et l'Alliance des civilisations, au paragraphe 144 des Résultats du Sommet mondial 2005 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

déformés doivent être contrés. Plus important pour les objectifs de ce rapport est le fait que cette histoire n'explique pas les conflits actuels ou la montée de l'hostilité entre les populations occidentale et musulmane. Au contraire, les racines de ces phénomènes se situent dans des évolutions qui se sont produits aux XIX^e et XX^e siècles, et qui ont commencé avec l'impérialisme européen et ont conduit aux mouvements anticolonialistes et à un héritage de confrontations entre eux.

- 4.4 La partition de la Palestine par les Nations Unies en 1947, en envisageant l'établissement de deux États — la Palestine et Israël — avec un statut spécial pour Jérusalem, mena à l'établissement de l'État d'Israël en 1948, déclenchant une série d'événements qui continuent d'être parmi les plus tortueux dans les relations entre les sociétés occidentale et musulmane. L'occupation permanente de la Palestine et d'autres territoires arabes par Israël et le statut non résolu de la ville de Jérusalem — une ville sainte aussi bien pour les musulmans, les chrétiens que les juifs — ont persisté, avec le consentement apparent de gouvernements occidentaux, et constituent ainsi les principales causes de ressentiment et de colère contre les puissances occidentales dans le monde musulman. Cette occupation a été perçue, dans le monde musulman, comme une forme de colonialisme, conduisant beaucoup à croire, à tort ou à raison, à une collusion entre Israël et « l'Occident ». Ces ressentiments et ces perceptions furent exacerbés plus encore par les récentes représailles disproportionnées d'Israël dans la bande de Gaza et au Liban.
- 4.5 Dans un autre contexte critique, le Moyen-Orient émergeait comme une source vitale d'énergie cruciale pour la prospérité et la puissance. Les puissances de la guerre froide rivalisaient d'influence dans les pays stratégiques de la région, riches en ressources, souvent sous la forme d'interventions militaires et politiques qui contribuèrent à freiner le développement de ces pays et se sont finalement retournées contre les pays puissants avec des conséquences qui continuent à se faire ressentir jusqu'à aujourd'hui. L'un de ces événements fut le coup de 1953 en Iran, dont les répercussions mirent en évidence à la fois les limites et les dangers d'une interférence étrangère dans le développement politique d'un pays.
- 4.6 L'invasion et l'occupation de l'Afghanistan par l'Union soviétique en 1979 créa un autre front de confrontation. Dans le cadre de la politique occidentale de soutien à l'opposition religieuse pour contenir le communisme, les États-Unis et leurs alliés, dont quelques gouvernements musulmans de la région, renforcèrent la résistance afghane, les « moudjahiddins », et ont finalement forcé le retrait soviétique en 1989. Après une période d'instabilité, le régime des Taliban prit le contrôle du pays, soutenant Al Qaeda, fomentant une hostilité profonde contre l'Occident et déclenchant une série d'événements qui devaient marquer le début du nouveau millénaire.

- 4.7 Les attaques terroristes perpétrées par Al Qaeda contre les États-Unis en septembre 2001 ont été condamnées quasi universellement, indépendamment de la religion et de la politique, et ont montré l'hostilité profonde de ce groupe extrémiste. Elles ont provoqué des représailles musclées contre le régime des Taliban en Afghanistan. Par la suite, ces attaques ont été présentées comme l'une des justifications de l'invasion de l'Irak, dont le lien avec l'attaque n'a jamais été établi de manière convaincante, ce qui a alimenté dans les sociétés musulmanes une perception d'agression injuste de la part de l'Occident.
- 4.8 Dans le contexte des relations entre les sociétés musulmane et occidentale, la perception de doubles normes dans l'application du droit international et la protection des droits de l'homme est particulièrement aiguë. Des rapports sur les punitions collectives, les massacres ciblés, les tortures, les détentions arbitraires, les extraditions, ainsi que le soutien aux régimes autocratiques, contribuent à un sentiment accru de vulnérabilité dans le monde, en particulier dans les pays musulmans, et à une perception de la politique occidentale de deux poids deux mesures. Les déclarations affirmant que l'Islam est fondamentalement violent, ainsi que des affirmations similaires faites par certains dirigeants politiques et religieux en Occident, y compris l'utilisation de termes tels que « terrorisme islamique » et « fascisme islamique », ont contribué à une augmentation alarmante de l'islamophobie, ce qui a davantage exacerbé les craintes musulmanes de l'Occident.
- 4.9 Inversement, les attaques violentes contre des populations civiles en Occident, y compris des attentats suicides à la bombe, des enlèvements et des actes de torture, ont conduit à une atmosphère de suspicion, d'insécurité et de peur en Occident. De nombreuses personnes en Occident ressentent également la politique de deux poids deux mesures de la part de dirigeants musulmans. Effectivement, alors que les opérations militaires occidentales sont largement condamnées par les musulmans, il n'en est pas de même pour les conflits intramusulmans. Les violences sectaires entre chiïtes et sunnites dans certains pays musulmans et les atrocités commises contre des civils à Darfour, par exemple, n'ont pas conduit à une condamnation généralisée dans le monde musulman.
- 4.10 Ces perceptions réciproques de la politique de deux poids deux mesures contribuent au climat de suspicion et de défiance qui sape les relations entre les sociétés musulmane et occidentale.

Tendances dans les sociétés musulmanes

- 4.11 Vers la fin de l'époque coloniale, de nombreux penseurs musulmans ont encouragé leurs communautés à s'adapter aux changements. Suite à l'indépendance, plusieurs dirigeants musulmans s'embarquaient dans des programmes de modernisation pour conduire leurs populations au développement. Ces politiques furent souvent perçues par les parties reli-

gieuses comme faisant partie d'un programme de laïcisation. Les décennies plus récentes ont été le témoin du développement d'un ensemble diversifié de mouvements religio-politiques, vaguement appelés « islamistes », qui ont acquis de la crédibilité et un soutien populaire en partie dus à leur prestation de services sociaux nécessaires aux secteurs déshérités de la société, particulièrement dans les domaines de la santé et de l'éducation primaire. Ils s'opposent à nombre de régimes dirigeants qui sont largement perçus comme n'ayant pas réussi à fournir suffisamment de bien-être économique et social à leurs populations.

- 4.12 Dans l'évaluation des relations entre les sociétés occidentale et musulmane, il est important de noter que l'activisme islamiste ne produit pas nécessairement du militantisme islamiste dans les sociétés, et que ce dernier ne conduit pas automatiquement à une confrontation violente avec l'Occident. C'est l'invasion de certains pays musulmans par des forces militaires occidentales et leur présence permanente dans ces pays, combinées avec la suppression de mouvements politiques dans certains pays musulmans, qui constituent, parmi d'autres, les causes des manifestations de violence. Comme le montre clairement l'Histoire, et dans de nombreux pays, la répression politique ainsi que la prolongation de l'occupation mènent à une résistance violente. Cela soulève la question des forces dynamiques en action dans le monde musulman, qui affectent les relations entre les sociétés musulmanes et le reste du monde.
- 4.13 Le problème actuel dont souffre une grande partie du monde musulman ne peut pas être uniquement attribué à l'interférence étrangère. Un débat interne entre les forces progressives et régressives porte sur un ensemble de questions sociales et politiques à travers le monde musulman ainsi que sur l'interprétation de la loi et des traditions islamiques. En termes simples mais clairs, la résistance au changement dans plusieurs sociétés musulmanes est à l'origine de leur position désavantagée par rapport à d'autres sociétés qui progressent rapidement à l'époque contemporaine. Il semble qu'il y ait une prise de conscience grandissante parmi les musulmans que l'autoritarisme et le conformisme qui ont marqué beaucoup de leurs sociétés dans les siècles passés constituent de sérieux inconvénients dans un monde de plus en plus intégré et interdépendant. Il semble évident que toutes les sociétés musulmanes tireraient profit d'un dialogue et d'un débat accrus afin d'identifier ces facteurs internes à leurs propres sociétés qui ont inhibé leur développement et leur pleine intégration dans les communautés politiques, économiques et intellectuelles mondiales, ainsi que pour générer des idées sur la manière de surmonter ces obstacles.
- 4.14 Dans certains cas, des personnalités religieuses autoproclamées ont capitalisé sur une demande populaire pour une direction religieuse afin de préconiser des interprétations étroites et déformées des enseignements islamiques. Ces personnalités dépeignent faus-

sement certaines pratiques culturelles, telles que les crimes d'honneur, les châtiments corporels et l'oppression des femmes, comme étant des exigences religieuses. Ces pratiques ne sont pas seulement en contradiction avec les normes internationalement reconnues des droits de l'homme, mais, aux yeux de nombreux érudits musulmans respectés, n'ont aucun fondement religieux. Ces érudits ont montré qu'une lecture saine des écritures et de l'histoire islamiques conduirait à l'éradication et non pas à la perpétuation de ces pratiques.

- 4.15 Beaucoup de ces pratiques sont en rapport direct avec le statut des femmes. Dans certaines sociétés musulmanes, des personnalités religieuses mal informées, parfois alliées avec des régimes politiques conservateurs peu éclairés, ont réussi à restreindre considérablement l'accès des femmes à la vie publique et professionnelle, entravant ainsi leurs perspectives et potentiels d'auto-accomplissement. L'effet sur ces femmes, sur la société dans son ensemble, ainsi que sur les générations futures, a été d'inhiber le développement économique et social ainsi que le pluralisme démocratique. Ce problème ne peut être résolu que par des lois qui garantissent une totale égalité des sexes, conformément aux normes internationalement reconnues sur les droits de l'homme. De telles mesures auront plus de chances de réussir si elles sont appuyées par une éducation religieuse basée sur une saine interprétation des enseignements religieux. Il est à noter cependant que dans de nombreuses régions du monde, y compris dans des pays occidentaux, de nombreux progrès doivent encore être accomplis par rapport au statut des femmes.
- 4.16 Qui l'emportera dans ces luttes intramusulmanes est un point central non seulement pour l'avenir des sociétés musulmanes, mais également pour leurs relations futures avec le reste du monde, et voilà pourquoi nous abordons ce sujet ici. Il est évident que ces tensions ne peuvent être résolues que par les sociétés musulmanes elles-mêmes. Alors qu'il n'existe pas de rôle évident que les non-musulmans pourraient jouer, les activistes et gouvernements occidentaux en particulier devraient éviter certaines actions qui ont des répercussions négatives sur les débats qui ont lieu dans les sociétés musulmanes. La propagation par les médias occidentaux et les autorités officielles d'explications ultrasimplifiées, qui blâment l'Islam en tant que religion ou encore qui opposent faussement les activistes laïques aux activistes religieux, a un effet préjudiciable. Cela inclut les couvertures par les médias qui accordent du temps et de l'espace uniquement aux voix religieuses les plus extrémistes du monde musulman et aux idéologues les plus antimusulmans de l'Occident pour les contrer. De la même manière, quelques médias produits dans les pays musulmans, et présentant des portraits largement ou totalement négatifs des autres communautés, alimentent la polarisation. L'utilisation d'expressions telles que « terrorisme islamique » en Occident et « croisés modernes » dans le monde musulman exacerbe l'hostilité mutuelle.

- 4.17 Parmi les débats intramusulmans qui affectent le plus directement les relations avec les sociétés occidentales, il y a celui concernant le concept de « jihad ». La notion de jihad est une notion riche de significations nuancées, allant de la lutte entre le bien et le mal qui est intrinsèque à chaque individu (souvent nommée le « grand » jihad dans l’Islam), jusqu’au recours aux armes pour la défense de sa communauté (le « petit » jihad). De plus en plus, ce terme est utilisé par les extrémistes pour justifier la violence, sans prendre en considération le contexte historique et les exigences religieuses associées, pour lesquelles la majorité des érudits musulmans s’accordent pour dire qu’elles doivent justifier son application. Lorsque de telles exhortations à la violence de la part de factions radicales sont relevées et amplifiées par les médias et les dirigeants politiques occidentaux, la notion de « jihad » perd les multiples significations et connotations positives qu’elle contient pour de nombreux musulmans, et devient associée uniquement aux significations négatives et violentes qui lui ont été faussement attribuées.
- 4.18 Pour beaucoup de musulmans, les seuls succès perçus pour se débarrasser de l’occupation ou de la domination politique par les puissances occidentales au cours des trente dernières années ont été ceux obtenus par des mouvements religio-politico-militaires et des acteurs non gouvernementaux. La capacité de ces groupes, qui sont perçus comme étant militairement, économiquement et politiquement submergés par les nations occidentales, à résister avec succès par une guerre asymétrique à l’invasion et à l’occupation engendre des sentiments de solidarité et de soutien. La peur de la domination occidentale est tellement aiguë et répandue que l’appui aux mouvements de résistance existe même parmi ceux qui ne partagent pas les idéologies politiques ou religieuses de ces groupes, ou qui sont préoccupés par les effets à long terme que leur ascension pourrait avoir sur les libertés politiques et sociales. Il n’est par conséquent pas surprenant que dans les secteurs des sociétés musulmanes les plus aliénés et frustrés, et où règne un sentiment d’impuissance et de victimisation, la rhétorique révolutionnaire des mouvements religio-militaires les plus extrémistes y trouve un sol fertile et un appui solide.
- 4.19 De plus, les actions de ces groupes, qui ont tous émergé dans le contexte de l’opposition politique, se démarquent nettement des échecs perçus des régimes officiels de nombreux pays musulmans. En effet, beaucoup parmi ces régimes sont perçus comme incapables de résister à l’interférence étrangère ou comme de proches alliés de certaines nations occidentales perçues comme soutenant l’occupation de pays musulmans ou la répression de coreligionnaires musulmans.
- 4.20 Dans ce contexte, il existe une perception grandissante dans et au-delà du monde musulman que des distinctions doivent être faites entre des mouvements nationaux qui résistent à l’occupation étrangère, d’une part, et des groupes terroristes avec des ambitions mondiales, d’autre part. Cette vision n’est pas unanimement partagée dans la commu-

nauté internationale. Les groupes de résistance devraient être encouragés à poursuivre leurs objectifs par le biais de la participation pacifique dans les processus politiques et de la représentation démocratique. Pour les groupes terroristes mondiaux, un « choc des civilisations » est un slogan bienvenu et opportun pour attirer et motiver un réseau peu étoffé d'agents et de partisans. Nous devons dire clairement que, pour nous, aucun objectif politique, qu'il provienne d'une injustice historique ou d'une provocation contemporaine, ou qu'il soit le fait d'organisations de résistance, de groupes militants mondiaux, ou d'États, ne peut justifier de prendre comme cible des civils et des non-combattants. De telles actions doivent être condamnées sans équivoque possible.

V. Vers une alliance des civilisations : recommandations de politique générale

Le Moyen-Orient

- 5.1 En ce qui concerne les relations entre les sociétés musulmane et occidentale, nous devons reconnaître les réalités contemporaines qui façonnent les points de vue de millions de musulmans : l'endiguement du conflit israélo-palestinien, la violence en Afghanistan, et le conflit de plus en plus violent en Irak.
- 5.2 Nous devons insister sur l'urgence croissante de la question palestinienne, qui est une cause majeure du fossé toujours grandissant entre les sociétés musulmane et occidentale. À cet effet, il est de notre devoir d'exprimer notre opinion collective qu'en l'absence d'une solution juste, digne et démocratique, basée sur la volonté de tous les peuples impliqués dans ce conflit, tous les efforts, y compris les recommandations contenues dans ce rapport, entrepris pour réduire le fossé et contrer les hostilités entre les sociétés ne produiront vraisemblablement qu'un résultat limité.
- 5.3 Le fait que nous insistons sur le conflit israélo-palestinien n'est pas pour impliquer qu'il constitue la cause manifeste de toutes les tensions entre les sociétés musulmanes et les peuples occidentaux. D'autres facteurs créent également du ressentiment et de la méfiance, parmi eux la crise en spirale en Irak, l'instabilité permanente en Afghanistan, et des problèmes internes aux sociétés musulmanes, ainsi que les attaques terroristes sur les populations civiles dans de nombreux pays. Cependant, nous pensons que la question israélo-palestinienne a pris une valeur symbolique qui déteint sur les relations interculturelles et politiques entre les partisans des trois principales religions monothéistes, et bien au-delà de son périmètre géographique limité.
- 5.4 Parvenir à une solution juste et durable à ce conflit requiert du courage et une vision audacieuse de l'avenir de la part des Israéliens, des Palestiniens et de tous les pays en mesure d'influencer la situation. Nous croyons fermement que tout progrès sur ce front repose sur la reconnaissance de la légitimité des aspirations nationales aussi bien palestiniennes que juives, et sur l'établissement de deux États pleinement souverains et indépendants, coexistant côte à côte dans la paix et la sécurité.
- 5.5 La réalisation de cet objectif nécessitera qu'Israël non seulement accepte mais aussi facilite l'établissement d'un État palestinien viable. Les accords de paix impliquant Israël, l'Égypte et la Jordanie montrent que de telles initiatives constructives, prises en conformité avec le droit international, sont possibles. De plus, les termes de référence sur lesquels toutes les parties se sont accordées à la Conférence de Madrid en 1991, l'ini-

tiative de paix prise par le président Clinton en 2000 et la proposition de paix présentée par la Ligue arabe lors de sa réunion à Beyrouth, Liban, en 2000², montrent clairement que le cadre pour un accord à grande échelle existe et que la volonté politique peut être suscitée.

- 5.6 À ce sujet, la reconnaissance mutuelle des récits concurrents qui se sont formés suite à l'établissement de l'État d'Israël est de la plus grande importance. Pour la majorité des Juifs et des Israéliens, cet événement était le résultat d'une longue aspiration à construire une patrie juive et a été immédiatement suivie d'une attaque des pays arabes voisins. Pour les Palestiniens ainsi que pour une majorité des peuples du monde musulman, l'établissement de l'État d'Israël a été vécu comme un acte d'agression qui a conduit à l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens et à l'occupation de leurs terres. Il est bon de noter que ces récits concurrents sont reflétés par des interprétations divergentes de l'histoire récente : récits différents pour décrire les conflits, l'occupation et les efforts de négociation pour la paix.
- 5.7 *Un Livre blanc sur le conflit israélo-palestinien.* Les récits concurrents des Palestiniens et des Israéliens ne peuvent pas être entièrement réconciliés, mais ils doivent être mutuellement reconnus afin de jeter les fondations d'un règlement durable. À cette fin, nous recommandons la création d'un « livre blanc » qui analyserait la situation israélo-palestinienne objectivement et sans passion, en donnant la parole aux récits concurrents des deux parties, en revoyant et diagnostiquant les succès et les échecs des initiatives de paix passées, et en établissant clairement les conditions nécessaires pour mettre fin à cette crise. Ce document pourrait ensuite constituer une fondation solide pour le travail des décideurs clés, dans leurs efforts pour résoudre ce conflit. Une analyse judicieuse et rationnelle montrerait clairement au peuple palestinien que le prix de ces soixante années d'incompréhension et de stigmatisation est pleinement reconnu, et en même temps elle contribuerait à exorciser les peurs des Israéliens. Par là-même, ceux qui recherchent une solution juste à ce conflit verront leur position renforcée, et les extrémistes de toutes sortes seront affaiblis car ils ne seront plus les champions d'une cause qu'ils avaient pu s'approprier parce qu'elle avait été gardée sous silence ou délibérément ignorée par la communauté des nations.
- 5.8 *Un processus de paix multilatéral revigoré.* Comme mesure supplémentaire pour un effort renouvelé pour résoudre les problèmes au cœur de la crise du Moyen-Orient, le Groupe de haut niveau appelle à une reprise du processus politique, y compris la tenue, dès que possible, d'une conférence internationale sur le processus de paix au Moyen-Orient, à laquelle participeraient tous les acteurs au conflit, dans le but de rechercher un accord de paix complet et détaillé.

- 5.9 *Des accords internationaux avec l'Irak et l'Afghanistan*⁵. La communauté internationale devrait répondre en faisant preuve de responsabilité à la crise politique et humanitaire en Irak. Le Groupe de haut niveau exprime son soutien total aux efforts de la Ligue arabe pour arriver à un consensus politique local en Irak et à l'application totale de l'Accord international avec l'Irak. De la même façon, bien que dans un contexte régional différent, le Groupe de haut niveau exprime son soutien total à l'Accord international récemment initié avec l'Afghanistan.
- 5.10 *Pluralisme politique dans les pays musulmans*. Un des facteurs contribuant à la polarisation entre les sociétés musulmane et occidentale et à la montée de l'extrémisme dans ces relations est constitué par la répression des mouvements politiques dans le monde musulman. Par conséquent, il y va de l'intérêt des sociétés aussi bien musulmane qu'occidentale que les instances dirigeantes dans le monde musulman fournissent un espace permettant une totale participation des partis pacifiques, qu'ils soient religieux ou laïques. À cette fin, les gouvernements étrangers devraient être cohérents dans leur soutien aux processus démocratiques et ne pas interférer lorsque les résultats ne correspondent pas à leurs objectifs politiques. Cet appel au développement du pluralisme politique s'applique non seulement aux pays du Moyen-Orient ou du monde musulman en général, mais à toutes les nations.

Autres recommandations de politique générale

- 5.11 *Un engagement renouvelé pour le multilatéralisme*. Comme mentionné dans ce rapport, de nombreux problèmes parmi ceux auxquels est confrontée la communauté internationale ne peuvent être traités efficacement que dans un cadre multilatéral. Il incombe donc aux États de renforcer les institutions multilatérales, particulièrement les Nations Unies, et de soutenir les efforts de réforme qui renforceront la capacité et la performance de ces institutions.
- 5.12 *Un respect total et cohérent du droit international et des droits de l'homme*. La polarisation entre les communautés s'accroît lorsque les règles universelles sur les droits de l'homme sont appliquées, ou sont perçues comme étant appliquées, de manière sélective. Par conséquent, l'établissement d'un dialogue véritable entre les nations du monde dépend d'une compréhension commune des principes internationaux sur les droits de l'homme et d'un engagement universel quant à leur application totale et cohérente. En particulier, ce dialogue doit être fondé sur le respect des droits individuels (y compris la liberté de

⁵ L'Accord international pour l'Irak, parrainé par le Gouvernement d'Irak, les Nations Unies et la Banque mondiale, a été institué lors de la Réunion préparatoire d'Abou Dhabi, le 10 septembre 2006. Se référer à www.iraqcompact.org. L'Accord international pour l'Afghanistan, issu de consultations entre le Gouvernement afghan, les Nations Unies et la communauté internationale, a été institué lors de la Conférence de Londres sur l'Afghanistan, du 31 janvier au 1^{er} février 2006. Se référer à www.fco.gov.uk.

conscience, la liberté d'expression et la protection contre la torture et les traitements inhumains ou dégradants) tels que définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Conventions de Genève et les autres documents fondamentaux, ainsi que sur la reconnaissance de l'autorité des tribunaux pénaux internationaux.

- 5.13 *Des politiques migratoires coordonnées, en accord avec les règles sur les droits de l'homme.* Les migrations sont le mieux gérées lorsque les politiques migratoires sont coordonnées entre les pays d'origine, de transit et de destination des migrants et lorsqu'elles sont en accord avec les règles sur les droits de l'homme, le droit international humanitaire et les accords internationaux qui gouvernent la protection des réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays.
- 5.14 *Le combat contre la pauvreté et les injustices économiques.* Une alliance des civilisations ne peut être pleinement réalisée que dans un cadre international comportant l'engagement de tous les pays à travailler à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. L'urgence de cette question peut à peine être exagérée. Les inégalités mondiales augmentent à un rythme vertigineux. En Afrique, la moitié de la population vit avec moins d'un dollar par jour. Bien que ce continent compte pour presque un sixième de la population mondiale, il représente moins de 3 % du commerce mondial et est à la traîne dans d'autres domaines, dont l'investissement, l'éducation et la santé⁶. Ces problèmes doivent être traités de manière urgente, étant donné que le fossé grandissant entre les riches et les pauvres alimente de manière importante le ressentiment et érode la solidarité mondiale.
- 5.15 *Protection de la liberté de culte.* La liberté de religion et la liberté de culte sont des droits fondamentaux qui doivent être garantis par tous les pays et toutes les communautés de foi. Par conséquent, une attention particulière doit être portée au respect des monuments religieux et des lieux saints, vu que leur signification va au cœur même des individus et de l'identité religieuse collective. La violation et la profanation de lieux de culte peuvent gravement détériorer les relations entre les communautés et provoquer le risque de déclencher une violence généralisée. Conformément à la résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2001⁷, nous pensons que les gouvernements devraient adopter une position forte contre la profanation des lieux saints et assumer la responsabilité de leur protection. Nous lançons également un appel à la société civile et aux orga-

⁶ D'après le Rapport sur le développement humain de 2005 produit par le Programme de développement des Nations Unies, en 2003 l'Afrique a reçu 13 milliards de dollars des États-Unis en investissements directs étrangers, comparés avec 216 milliards pour l'Europe, 147 milliards pour l'Asie et 95 milliards pour l'Amérique du Nord. De plus, 18 des 53 pays de ce continent ont vu leur niveau de vie baisser entre 1990 et 2003.

⁷ Se référer à la résolution des Nations Unies sur la « Protection des sites religieux » (A/RES/55/254) adoptée par l'Assemblée générale le 31 mai 2001.

nisations internationales pour aider à promouvoir une culture de tolérance et de respect pour toutes les religions et tous les sites religieux.

- 5.16 *L'exercice d'un leadership responsable.* Bon nombre des problèmes alimentant les tensions entre les communautés se situent à la croisée des chemins de la politique et de la religion. Un de ces problèmes est constitué par l'impact du discours inflammatoire parfois utilisé par les dirigeants politiques et religieux, et l'effet destructeur qu'un tel discours peut avoir lorsqu'il est diffusé par les médias. Un tel discours alimente la propagation de la haine et de la méfiance, dont le résultat est l'islamophobie, la xénophobie et l'antisémitisme. Dans le climat actuel de peur et de suspicion qui crispe les communautés à travers le monde, les dirigeants et les façonneurs de l'opinion publique ont une responsabilité particulière dans la promotion de la compréhension parmi les cultures et du respect mutuel des croyances religieuses et des traditions. Étant donné leur influence et le respect qu'ils inspirent, il est de leur devoir d'éviter les discours violents ou provocants au sujet des croyances ou des symboles sacrés des autres peuples.
- 5.17 *L'importance centrale de l'activisme de la société civile.* Alors que des mesures politiques sont nécessaires pour faire progresser chacune des recommandations ci-dessus, une action politique entreprise sans le soutien de la société civile échoue souvent à instaurer un changement durable. Le Groupe de haut niveau appelle donc à un plus grand rôle et un plus grand engagement de la société civile dans les mécanismes pour l'avancement de ses recommandations et, en particulier, pour une résolution pacifique des conflits.
- 5.18 *Établir des partenariats pour faire progresser une alliance des civilisations.* Le Groupe de haut niveau recommande le développement de partenariats, dans le cadre de l'Alliance des civilisations, avec les organisations internationales partageant ses objectifs, et le renforcement de leur interaction et de leur coordination avec le système des Nations Unies. Une attention particulière devrait être portée à ces organisations qui font partie de la famille des Nations Unies et à ces organisations qui ont déjà coopéré avec le Groupe de haut niveau de l'Alliance des civilisations, à savoir : l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), la Ligue des États arabes, l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO), United Cities and Local Governments (UCLG), et l'Organisation mondiale du tourisme (UNWTO), ainsi que d'autres organisations internationales et nationales, publiques ou privées.
- 5.19 Le but premier de l'analyse à la partie I de ce rapport, aussi bien au niveau mondial qu'au niveau particulier des relations entre les sociétés musulmane et occidentale, est de jeter les bases et d'affirmer les fondements moraux pour une action concertée aux niveaux institutionnel et civil afin de promouvoir l'harmonie interculturelle et d'améliorer la sta-

bilité mondiale. Le reste de ce rapport (partie II : Principaux champs d'action) explore les principaux moyens grâce auxquels une telle action pourrait être entreprise en analysant les rôles clés que jouent actuellement l'éducation, la jeunesse, les migrations et les médias dans les relations entre les sociétés, et propose des actions qui pourraient être menées dans chacun de ces secteurs pour améliorer ces relations.

Partie II



VI. Principaux champs d'action

- 6.1 La résolution des conflits politiques les plus contestés et les plus symboliques a été soulignée dans la partie I de ce rapport parce que nous la considérons comme de la plus grande importance pour surmonter les obstacles à l'établissement d'une alliance des civilisations. En même temps, nous reconnaissons que la crainte mutuelle, la suspicion et l'ignorance entre les cultures se sont propagées dans les cœurs et les esprits des populations au-delà du niveau du leadership politique, à tel point que la notion stipulant qu'il existe des différences essentielles irrécyclables entre les cultures et les religions se pose maintenant de façon régulière comme explication à un ensemble varié de conflits culturels et politiques. Ce phénomène inquiétant doit être abordé de façon pragmatique.
- 6.2 En particulier, les politiques sur l'éducation, la jeunesse, les médias et les migrations peuvent jouer un rôle crucial en aidant à réduire les tensions multiculturelles et à construire des passerelles entre les communautés. Le rôle de la partie II de ce rapport est donc de fournir une vue d'ensemble de ces questions et de proposer des actions qui pourraient être entreprises pour chacune de ces questions, en reconnaissant les efforts déjà mis en place, et en proposant des moyens pour élargir, renforcer, relier et construire sur ces efforts. Les membres du Groupe de haut niveau pensent fermement qu'il y a déjà une préoccupation suffisante au sein de la communauté internationale face à la marée montante des conflits mortels et qu'il existe un désir populaire largement ancré pour les valeurs universelles de sécurité et de prospérité humaines. Ce qui est demandé, c'est de consolider les voies en faveur de son expression et de son avancement, et cela constitue un effort auquel tous les secteurs de la société peuvent participer.

L'éducation

- 6.3 Les systèmes d'éducation font face aujourd'hui aux défis de préparer les jeunes à un monde interdépendant qui ébranle les identités collectives et individuelles. L'éducation sur sa propre histoire stimule le sens de la communauté et de la solidarité, mais doit être contrebalancée par la connaissance des questions mondiales et par la compréhension et l'appréciation des autres sociétés et des autres cultures. L'éducation sous ses diverses formes — dont la musique, les sports, l'art, le théâtre et le cinéma — peut aider à construire des passerelles entre les communautés et les peuples. Toutes ces vastes perspectives encouragent les jeunes à s'écarter du type de pensée exclusiviste qui prône que les intérêts d'un groupe puissent être mis en avant au détriment des autres groupes ou que la victimisation d'un groupe justifie celle des autres groupes. L'éducation non formelle peut jouer un rôle clé mobilisateur dans la poursuite de ces objectifs.

- 6.4 *Éducation civique et pacifique* : L'éducation civique donne les moyens de traiter les questions d'identité et d'encourager le respect pour la diversité. Les idéologies radicales favorisent un monde d'identités mutuellement exclusives. De telles approches peuvent être contrecarrées en développant le respect pour des cultures différentes par la compréhension des valeurs partagées et des idéaux. Les citoyens devraient être exposés à ces principes, consignés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies et dans la Déclaration universelle sur la diversité culturelle de l'UNESCO, s'ils veulent évoluer de manière efficace dans un monde pluraliste.
- 6.5 *Éducation mondiale et interculturelle* : Les nations aux populations multireligieuses et multiethniques grandissantes doivent reconnaître le besoin d'une éducation plus inclusive du monde et de ses peuples. Durant les dernières décennies, de nombreuses universités et centres de recherche éminents à travers le monde ont prodigué des efforts pour développer des programmes sur « l'histoire du monde » ou « l'histoire de l'humanité » avec des approches multipolaires. Des efforts croissants pour enseigner l'histoire du monde interdisciplinaire au sein des collèges et des écoles contribuent à développer la connaissance et l'appréciation de la diversité et de l'interdépendance des cultures mondiales, et à construire un sentiment d'expérience humaine partagée.
- 6.6 *Programmes d'échanges, en particulier aux niveaux postgraduate et scientifique* : L'expérience récente a montré que les programmes d'échanges au niveau scientifique, impliquant des étudiants postgraduate et des professeurs, peuvent avoir un impact de grande envergure. Non seulement ces programmes aident à surmonter les incompréhensions culturelles, mais ils contribuent également au transfert des connaissances, ce qui est un facteur clé dans la promotion du développement. Des progrès importants seraient réalisés en s'assurant que les programmes d'échanges comportent un degré plus élevé de réciprocité afin d'assurer une augmentation des flux Nord-Sud d'échanges scientifiques et de transfert des connaissances.
- 6.7 *Éducation de la connaissance des médias* : L'exposition constante des populations aux médias, en augmentation à cette époque électronique et numérique, représente un défi pour l'éducation. L'évaluation des sources d'informations requiert des capacités et une pensée critique et constitue une responsabilité éducative dont l'importance est souvent sous-estimée. La capacité de séparer les faits des opinions, d'évaluer les préjugés des textes et des images et de construire et déconstruire un texte en se basant sur les principes de la logique constitue un ensemble d'aptitudes enseignables. L'enseignement de la connaissance des médias n'est pas largement reconnu pour son importance comme un aspect d'éducation civique et pacifique et, de ce fait, peu de programmes d'enseignement ont été développés dans le cadre d'une éducation moderne de base.

- 6.8 *Éducation et religion* : Le droit de choisir et de pratiquer sa foi sans contrainte fait partie intégrante de l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de nombreuses traditions religieuses. Les systèmes d'éducation, y compris les écoles religieuses, doivent fournir aux étudiants la compréhension et le respect des diverses croyances, pratiques et cultures religieuses du monde⁸. Non seulement les citoyens et les leaders religieux, mais également la société tout entière, doivent avoir une connaissance de base des autres traditions religieuses que la leur, ainsi que des enseignements centraux sur la compassion, communs à toutes les religions.
- 6.9 *Éducation et développement* : L'accès à l'éducation échappe encore à un grand nombre de jeunes et de femmes, en particulier dans les pays en voie de développement⁹. Dans ces pays où la pauvreté force des parents à faire des choix entre leurs enfants, les filles sont souvent les premières à être retirées de l'école. Les efforts afin d'augmenter l'accès à l'éducation aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire doivent se poursuivre pour atteindre Les objectifs du Millénaire pour le développement, en utilisant les moyens innovants d'étude à distance ainsi que les méthodes traditionnelles visant à augmenter les occasions pédagogiques.
- 6.10 *Nouvelles technologies et accès à Internet* : La faible progression du nombre d'ordinateurs et le manque d'accès à Internet dans les pays en voie de développement, aussi baptisée division numérique, renforcent les inégalités et retardent l'enseignement multiculturel¹⁰. Sans un accès largement facilité à Internet, en particulier dans les systèmes scolaires, les populations de ces régions ne pourront pas participer pleinement à ce qui est en train de devenir le moyen primordial d'accès à l'information pour une interaction multiculturelle dans le monde. Développer l'accès à Internet dans les pays en voie de développement est nécessaire si la jeunesse de ces régions doit accéder à une plus grande sélection d'informations et aux moyens de communiquer avec des personnes d'autres milieux nationaux, ethniques et religieux. Ces efforts doivent être combinés avec un appui aux outils, ou la création d'outils, et aux espaces numériques qui favorisent le dialogue interculturel et la compréhension.

⁸ L'inadéquation des approches éducatives actuelles des relations musulmano-occidentales est reflétée par un certain nombre de sondages d'opinions. Un sondage d'Américains réalisé par Gallup en décembre 2005 a montré que, à la question de savoir ce qu'ils admiraient dans les sociétés musulmanes, la réponse la plus fréquente (32 %) était « rien », suivie par la réponse « je ne sais pas » (25 %). Voir « Americans' Views of the Islamic World », Gallup Poll News Service, 8 février 2006.

⁹ D'après l'évaluation de la progression vers Les objectifs du Millénaire pour le développement réalisée par le Fonds des Nations Unies pour la population et publiée à l'occasion de la Journée mondiale de la population le 11 juillet 2006, malgré une augmentation stable et continue depuis 1995 du nombre total des jeunes ayant terminé l'enseignement primaire, il reste 130 millions d'enfants non scolarisés et 133 millions d'analphabètes.

¹⁰ Alors que les États-Unis et l'Europe (avec l'Asie de l'Est) enregistrent les taux les plus élevés en termes de possession d'ordinateurs et d'hébergeurs Internet, le taux de pénétration des ordinateurs au Moyen-Orient et en Afrique du Nord n'est que de 18 pour 1 000 personnes, comparé à une moyenne globale de 73,8. Se référer à *Pocket-World in Figures*, édition 2005, *The Economist* en association avec Profile Books LTD, Londres, 2004.

- 6.11 *Éducation pour l'emploi et pour la vie* : Les défis du développement continuent de focaliser de nombreux efforts de réforme de l'enseignement presque entièrement sur la nécessité de préparer les jeunes à l'emploi. Cette focalisation a eu pour conséquence des déséquilibres dans le système d'éducation, créant une division nette entre éducation technique, scientifique et mathématique, d'une part, et sciences sociales et humaines, d'autre part; cette dernière étant dévaluée car perçue comme économiquement improductive. Cette bifurcation de la connaissance marque une rupture par rapport au consensus grandissant qui se développe parmi les savants concernant l'importance des approches intégratrices et multidisciplinaires à l'éducation, approches qui préparent les étudiants aux complexités, aux ambiguïtés et aux changements permanents qui caractérisent la vie dans un monde multiculturel.

La jeunesse

- 6.12 *Développer des occasions pour la mobilisation de la jeunesse* : La croissance mondiale des mouvements et des organisations de jeunesse ces dernières années offre de nouvelles occasions pour la mobilisation de la jeunesse. Les programmes d'échanges d'étudiants, les activités sportives et l'engagement politique peuvent fournir de nouvelles occasions pour promouvoir la compréhension multiculturelle et le respect pour la diversité. De plus, soutenir la participation des jeunes dans les processus de prise de décisions peut être bénéfique à la société tout entière, puisque les jeunes constituent une source d'idées novatrices et fournissent l'énergie nécessaire au changement positif. À ce sujet, il est extrêmement important de reconnaître les jeunes non seulement comme une source de mobilisation mais également comme des acteurs autonomes et des partenaires.
- 6.13 *Programmes d'échanges* : Les échanges de jeunes constituent un des moyens les plus efficaces pour surmonter les barrières culturelles, mettre en valeur la conscience interculturelle et favoriser le développement individuel. Il est urgent d'augmenter les programmes d'échanges entre les populations jeunes de provenances culturelles différentes, basés sur les modèles et les leçons apprises des expériences euro-méditerranéennes¹¹ et en insistant sur les échanges entre les pays occidentaux et les pays musulmans¹².

¹¹ Cf. en particulier les programmes Erasmus, Leonardo et Socrate, ainsi que le programme EuroMed Youth, tous conduits par l'Union européenne.

¹² Une étude récente menée par AEA Consulting (New York) sur les échanges impliquant les États-Unis a révélé que 30 % de la totalité des bourses américaines consacrées aux échanges culturels internationaux sont consacrées aux échanges avec l'Europe (la plus grande part destinée aux échanges toutes régions confondues), alors que seulement 6 % (la part la plus faible destinée aux échanges toutes régions confondues) sont consacrés aux échanges avec le Moyen-Orient. Voir « Cultural & Artistic Exchanges Between the West and Predominantly Muslim Countries, document de travail, 13 mai 2006, Réunion de l'Alliance des civilisations des Nations-Unies » sur le site de l'Alliance des civilisations (www.unaoc.org).

- 6.14 *Aliénation socio-économique* : Le taux de chômage des jeunes est deux à trois fois plus élevé que les niveaux nationaux de chômage dans le monde entier. Le problème est particulièrement aigu pour les jeunes dans certains pays à prédominance musulmane. Le Moyen-Orient et la zone Afrique du Nord enregistrent le taux le plus bas en ce qui concerne la participation des jeunes à la force de travail : 40 %, comparé à une moyenne mondiale de 54 %. Des stratégies pour mettre en valeur la participation économique de la jeunesse par le biais de conseillers d'orientation basés dans les écoles, des stratégies nationales pour l'emploi de la jeunesse et d'encouragement des jeunes à monter leur entreprise constituent des moyens importants pour combattre le chômage des jeunes.
- 6.15 *Aliénation culturelle* : Différents facteurs jouent un rôle dans l'aliénation culturelle des jeunes, parmi lesquels le manque de modèles à imiter et les occasions réduites d'exprimer les problèmes concernant les jeunes dans leurs propres contextes culturels et religieux. Dans l'arène culturelle, il y a un grand déséquilibre entre les produits représentatifs de la jeunesse occidentale et ceux qui sont principalement destinés à des publics non occidentaux. Cela affecte non seulement les possibilités d'un dialogue culturel significatif mais a également un effet préjudiciable sur la vision que les jeunes ont sur eux-mêmes et sur leur propre culture.
- 6.16 *Promouvoir la participation* : L'implication de la jeunesse au sein de conseils communautaires, d'organisations de jeunesse et d'organes dirigeants des organisations et institutions de la société civile peut fournir aux populations de jeunes des tribunes exceptionnelles à partir desquelles elles pourraient tenir des rôles constructifs dans leurs communautés. Globalement, la représentation de la jeunesse a connu une nouvelle croissance ces dernières années au travers de l'aménagement de tribunes régionales pour la jeunesse. Ces réseaux fournissent des occasions pour des initiatives telles que l'Alliance des civilisations afin de rassembler des contributions et d'aider à la mobilisation de la jeunesse issue de différents milieux culturels, religieux et nationaux.

Les migrations

- 6.17 *La dimension dynamique de la migration* : Pratiquement, chaque État est à la fois un pays d'origine et de destination pour les migrants. Dans un monde aux frontières de plus en plus perméables, dont les modes de transport et de communication sont en pleine évolution, et les économies mondialisées, des populations différentes sont amenées à entrer en interaction par voie de migrations permanentes, présentant ainsi de nouveaux défis, principalement aux pays d'accueil. La façon dont cette dynamique est dépeinte dans les médias, discutée par les leaders politiques et culturels, et contrôlée par les décideurs, déterminera si les populations voient en la diversité accrue une source de force ou une menace.

- 6.18 *Stratégies proactives pour aborder les migrations* : Des stratégies coordonnées aux plans nationaux, régionaux et internationaux sont indispensables pour empêcher le traitement inhumain et discriminatoire des populations migrantes. La solution ne consiste pas à ériger des murs autour des nations. Il semblerait que les approches les plus prometteuses résident dans les efforts communs fournis par les pays d'origine, les pays de transit et les pays de destination en faveur des grandes populations d'immigrants pour traiter des raisons de la migration massive. À cet égard, des progrès significatifs seraient accomplis si les pays les plus riches tenaient leurs engagements concernant l'accroissement de leurs investissements à destination des pays en voie de développement, car cela, ajouté à la bonne gouvernance et aux efforts de construction de capacité dans les pays en développement, aiderait à améliorer les conditions économiques dans ces pays.
- 6.19 *Avantages de la migration* : Les migrants contribuent de façon importante au développement économique, social et culturel des sociétés dans lesquelles ils s'établissent. En même temps, les travailleurs immigrants représentent une aubaine économique significative, souvent au prix de sacrifices personnels considérables, pour leurs pays d'origine. De plus, les envois de fonds représentent un gros pourcentage des rentrées de change de ces pays exportateurs de travail.
- 6.20 *Les défis de la migration* : L'intégration des communautés immigrées peut présenter un certain nombre de défis parmi lesquels les difficultés pour les immigrés à accéder aux systèmes éducatifs et sociaux et à surmonter les restrictions de logement et d'emploi, les barrières permettant de devenir des citoyens à part entière et l'expérience du racisme. Cependant, l'intégration des populations immigrées musulmanes aux États-Unis et en Europe présente des défis particuliers, et particulièrement depuis les événements de 2001. Ces populations, qui ont fait l'objet de plus de discriminations, sont de plus en plus inquiètes, en Europe et aux États-Unis, des empiètements sur les libertés civiles fondamentales. Cependant, les défis auxquels sont confrontés les immigrants musulmans sont plus marqués en Europe qu'aux États-Unis. En effet, les immigrants musulmans aux États-Unis ont, en moyenne, un meilleur niveau d'instruction et sont plus aisés que les Américains non musulmans¹³.
- 6.21 *Combattre la discrimination* : Des mesures importantes en faveur du développement et de la mise en place de règles qui facilitent la participation des communautés d'immigrés au cours normal de la société ont été prises en 1997 par l'adoption de la Stratégie européenne pour l'emploi, qui cherche à éliminer les barrières à l'emploi pour les travailleurs migrants et les minorités ethniques, et par l'établissement de l'Observatoire européen des

¹³ Se référer au Projet MAPS de Georgetown University, et à Nimer, Mohamed. *The North American Muslim Resource Guide: Muslim Community Life in the United States and Canada*. New York, NY, Routledge, 2002, pour les données sur le revenu et le niveau d'éducation d'immigrés aux États-Unis en provenance de régions à prédominance musulmane.

phénomènes racistes et xénophobes (EUMC). Ces expériences devraient être étendues et élargies au-delà du contexte européen.

- 6.22 *Appui au dialogue élargi et inclusif à tous les niveaux* : Établir des stratégies d'intégration cohérentes exige un dialogue régulier entre les représentants du gouvernement et des communautés immigrées, les représentants de la société civile, les organisations religieuses et les employeurs aux niveaux local, régional, national et international. Alors que l'engagement informel et ad hoc possède toute sa valeur, les structures institutionnelles qui soutiennent le dialogue de manière régulière et continue peuvent garantir l'efficacité de telles approches par la promotion d'une plus grande intégration. De tels efforts aident à réaliser un équilibre entre les demandes d'intégration et le besoin de maintenir l'identité culturelle et religieuse de chacun.
- 6.23 *Leadership* : Les leaderships politique, civil et religieux en Occident peuvent aider à donner le ton pour les discussions concernant l'immigration, en parlant avec force et publiquement pour la défense des droits des immigrés là où ils sont mis en danger et en reconnaissant les contributions que les immigrés apportent à la vie et au mode de vie de leurs communautés.

Les médias

- 6.24 *Comment les médias façonnent nos visions* : Les médias sous toutes leurs formes peuvent potentiellement servir de pont entre les cultures et les sociétés. L'objectif souvent énoncé des médias est d'informer et d'éduquer les spectateurs et les lecteurs. Cependant, quelques-unes des pressions les plus fortes dans le monde d'aujourd'hui — le contrôle politique et les forces du marché — entravent à la fois la production d'émissions d'information et de programmes de divertissement de qualité qui proposent une description équilibrée des cultures étrangères. L'accès croissant des populations musulmanes à des informations produites par des sources musulmanes a accru la prise de conscience populaire des événements en Palestine, en Irak et en Afghanistan. Les informations qui rendent compte de la victimisation de coreligionnaires musulmans favorisent la sympathie et la solidarité publiques. En Occident, un ton bien plus nationaliste, et parfois antimusulman, est devenu évident dans les informations et les commentaires, surtout depuis les événements du 11 septembre 2001.
- 6.25 *Liberté de la presse et responsabilité* : Le journalisme dans de nombreux pays est sujet à un manque de liberté de la presse; là où une telle liberté existe, les forces du marché et les sentiments nationalistes ont souvent pour résultat une pratique irresponsable de ces libertés. Le reportage objectif et la présentation d'une diversité de perspectives sont nécessaires pour éviter que les stéréotypes et les déformations bloquent le flux des informations fiables.

- 6.26 *L'impact des médias de divertissement* : Les médias de divertissement donnent également lieu à des perceptions hostiles¹⁴. Il y a un besoin urgent d'images équilibrées de musulmans ordinaires dans les médias occidentaux. Il existe cependant des signes positifs montrant que, depuis le 11 septembre 2001, les musulmans vivant en Occident deviennent plus impliqués à Hollywood et dans les productions de films en Europe afin de produire des représentations plus justes d'eux-mêmes et de leur foi.
- 6.27 *Internet et la révolution numérique* : Parallèlement à ces tendances, à la fois dans le monde occidental et dans le monde musulman, un « nouveau média » est apparu. Internet et le développement de la production et de la distribution de médias numériques ont ouvert de nouvelles voies aux consommateurs de médias en les transformant en producteurs et diffuseurs de médias, et ont fourni les moyens pour une communication accrue de personne à personne. Bien qu'Internet puisse être utilisé dans des buts destructeurs, il possède également de grandes possibilités d'applications positives : son ouverture en fait un réseau idéal pour l'interaction sociale ainsi qu'un forum unique pour l'échange des idées et des informations. Dans cette optique, Internet procure un mécanisme efficace pour combler les divisions culturelles et religieuses, en mettant en relation des activistes en mesure de promouvoir le dialogue et la compréhension.

¹⁴ Une étude basée sur 900 films américains avec des personnages arabes a trouvé qu'une grande majorité d'entre eux comportait des caricatures carrément grossières ou racistes. Se référer à Shaheen, Jack G., *Reel Bad Arabs: How Hollywood Vilifies a People*. Olive Branch Press, New York, NY, 2001.

VII. Recommandations

Les recommandations de cette partie s'adressent au Système des Nations Unies, aux États, y compris leurs assemblées et tous leurs niveaux gouvernementaux (nationaux, régionaux, locaux et municipaux), aux organisations intergouvernementales, aux organisations non gouvernementales et sociétés au sens large du terme. Elles sont proposées avec une reconnaissance des nombreuses initiatives et efforts déjà en cours dans ces domaines. Leur avancement nécessiterait le développement de partenariats au sein de la structure de l'Alliance des civilisations, comme mentionné au paragraphe 5.18.

L'éducation

Étant donné l'activité importante dans le domaine de l'éducation appropriée aux buts de l'Alliance, les recommandations dans ce domaine sont orientées dans le sens de l'adaptation et du développement des efforts existants, plutôt que dans celui du lancement d'activités nouvelles.

1. *Les gouvernements, les institutions multilatérales, les universités, les experts et les décideurs pédagogiques devraient travailler séparément et ensemble pour développer une éducation mondiale, multiculturelle et des droits de l'homme.*

Les mesures suivantes devraient être prises :

- a. Les gouvernements devraient s'assurer que leurs systèmes d'éducation primaire et secondaire prévoient un équilibre et une intégration de l'histoire nationale et de la création d'identité tout en incluant la connaissance d'autres cultures, religions, et régions;
- b. Des agences spécialisées telles que l'UNESCO et l'ISESCO devraient collaborer avec les centres de recherche pédagogiques et les concepteurs de programmes d'études sur une base régionale pour rendre les ressources existantes dans ce domaine (telles les séries consacrées à l'Histoire de l'humanité et au Projet d'histoires régionales) « prêtes à être enseignées en classe » et développer et mettre en application une stratégie pour leur diffusion et leur utilisation par les États membres;
- c. De façon similaire, une stratégie pour la diffusion de supports éducatifs concernant les droits de l'homme devrait être développée, s'appuyant sur les travaux déjà réalisés par l'UNESCO et l'ISESCO et sur des initiatives couronnées de succès telles que le *Manuel de l'éducation des droits de l'homme* de Human Security Network;
- d. Les donateurs publics et privés devraient fournir des subventions de recherche et des fonds destinés à des conférences et des échanges interrégionaux aux établissements de formation des professeurs où les spécialistes en histoire et géographie du monde

- développent du contenu, de la pédagogie et enseignent les ressources pour les programmes d'études de l'histoire du monde;
- e. Les donateurs publics et privés devraient apporter leur soutien aux institutions savantes pour qu'elles remettent en circulation ces chapitres de l'héritage islamique traitant du pluralisme, de la rationalité et de la méthode scientifique et afin de les rendre disponibles en ligne dans de nombreuses langues;
 - f. Les donateurs publics et privés devraient soutenir les efforts d'éducation visant le grand public en Occident et dans les pays à prédominance musulmane en finançant des spectacles d'art, des festivals de films, des excursions éducatives, et des conférences savantes/éducatives diffusant l'information sur la richesse des diverses cultures et sur l'importance des interactions culturelles;
 - g. Développer un fonds conjoint public-privé pour soutenir les chercheurs engagés dans l'enseignement et la recherche sur le dialogue multiculturel et la compréhension.
2. *Des programmes d'éducation aux médias devraient être mis en place dans les écoles, et en particulier au niveau de l'enseignement secondaire, pour aider à développer le sens du discernement et de l'approche critique face aux reportages chez les consommateurs de médias.*

Un point de départ utile pourrait se trouver dans des projets tels que l'initiative de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour favoriser la sensibilisation aux médias et le développement de l'éducation à Internet afin de lutter contre les perceptions erronées, les préjugés et les discours de haine.

3. *Les leaders religieux, les décideurs pédagogiques et les organisations civiques interconfessionnelles devraient travailler ensemble pour développer des directives collectives d'enseignement des religions.*

Il existe plusieurs initiatives interconfessionnelles internationales importantes et de nombreux comités d'éducation qui recherchent des modèles pour enseigner la religion à l'école¹⁵. Ceux qui sont impliqués dans les efforts en cours devraient collaborer pour développer un consensus parmi les leaders religieux et les éducateurs sur la nécessité d'enseigner les religions du monde dans les diverses configurations éducatives, et de rassembler et diffuser les meilleures pratiques, les directives collectives et les ressources d'instruction dans cette direction. Le but serait de fournir les matériaux de base qui pourraient être employés par des écoles et des centres de formation religieux pour enseigner les principales traditions de foi. Des recommandations et des mécanismes devraient être mis en place pour s'assurer que les écoles religieuses sont bien reconnues par les autorités locales et que leurs programmes d'études ne favorisent pas la haine des autres communautés. En

¹⁵ Une liste partielle inclut la Commission tripartite, le réseau TRES en Europe, Religions pour la paix du monde et l'Institut international pour l'éducation.

même temps, il ne faudrait prendre aucune mesure à cet égard susceptible de restreindre la liberté d'éducation ou la liberté de culte.

4. *Les gouvernements et les organisations internationales devraient travailler ensemble à rassembler des jurys de programmes d'études composés d'experts pédagogiques et de représentants des principales traditions de foi pour réviser les programmes d'études éducatifs couramment employés, en s'assurant qu'ils comportent bien les critères d'honnêteté, d'exactitude et d'équilibre dans l'exposé des croyances religieuses et qu'ils ne dénigrent aucune foi ou ses adeptes.*

Un mécanisme mutuel de révision créerait des règles basées sur l'honnêteté, l'exactitude, et l'équilibre dans l'enseignement d'autres religions et cultures, aiderait à garantir l'uniformité de leur application dans diverses régions et encouragerait les pays à travailler ensemble dans la poursuite de ces buts au travers de leurs systèmes d'éducation.

5. *Les États Membres et les organisations multilatérales telles l'Organisation de la Conférence islamique et l'Union européenne devraient travailler ensemble pour mettre en place des efforts éducatifs afin de créer les moyens pour favoriser la tolérance interculturelle et le respect, la participation civique et l'engagement social.*

Les mesures suivantes devraient être prises :

- a. Diffuser des supports éducatifs au travers de réseaux d'éducateurs, d'initiatives de formation d'enseignants et de la réunion d'administrateurs de programmes. Les exemples précieux de supports éducatifs à diffuser comprennent le matériel d'instruction de l'UNESCO et des programmes tels qu'Associated Schools Project Network (ASPnet), Culture of Democracy, Different Aspects of Islamic Culture, Tolerance: The Threshold of Peace and Cultures of Peace;
- b. Identifier et financer les initiatives qui engagent la jeunesse et les adultes dans une citoyenneté responsable et créer les moyens pour la participation démocratique, ceci comprenant les programmes d'études scolaires réguliers, les cours du soir et les associations civiques. Ces programmes devraient inclure l'éducation des droits de l'homme et les principes du droit, et devraient développer le matériel pédagogique pour la connaissance des médias comme rempart contre l'extrémisme par le biais des médias;
- c. Engager les talents de la jeunesse et des adultes dans l'action sociale constructive au travers de programmes d'apprentissage par le service communautaire et lancer des modules d'apprentissage par le service communautaire directement rattachés aux programmes diplômants.

6. *Les gouvernements, avec les organisations internationales et avec les sociétés de technologie, devraient travailler ensemble pour étendre l'accès à Internet, avec une attention particulière portée aux pays à prédominance musulmane.*

L'Organisation de la Conférence islamique (OCI) devrait être le chef de file en exprimant clairement un objectif ambitieux mais concevable à l'attention de ses États membres — *i. e.* il devrait y avoir des ordinateurs avec accès à Internet dans chaque salle de classe du primaire, du secondaire et à l'université dans le monde musulman en 2020 — en rassemblant des sociétés de technologie, des investisseurs et d'autres partenaires qui pourraient aider à la réalisation de cet objectif. Les principaux partenaires mettant en place des programmes pilotes existants et appropriés et des sociétés de technologie ayant des programmes dans les pays en voie de développement devraient être consultés et les leçons tirées de ces expériences diffusées par l'OCI auprès des gouvernements de chacun de ses États membres. L'OCI devrait également collaborer avec Internet Governance Forum, établi à la suite du World Summit on the Information Society à Tunis, pour développer des moyens permettant d'accélérer la mise à disposition et l'accessibilité à Internet dans les pays musulmans. En plus, la collaboration aux initiatives telles qu'Un ordinateur portable pour chaque enfant, qui vise à améliorer les occasions d'instruire des millions d'enfants dans les pays en voie de développement, devrait également être poursuivie.

7. *Les gouvernements devraient restaurer des approches d'éducation holistiques et intégrées en tant que parties intégrantes de la réforme de l'enseignement.*

Les efforts de réforme de l'éducation dans de nombreux pays en voie de développement ont mis l'accent sur l'éducation technique et les aptitudes techniques afin d'enrayer les taux élevés de chômage. Bien que cela soit une avancée positive, dans certains cas, l'attention qui a été portée à l'éducation axée sur les métiers a diminué l'attention portée aux sciences humaines et sociales et a limité la disponibilité de cours dans ces domaines dans de nombreux pays en voie de développement. Une éducation holistique bien pensée est inestimable pour le développement de la pensée critique et pour les aptitudes d'interprétation et d'adaptation, qui deviennent de plus en plus importantes dans un monde de complexité et de diversité croissantes. Les efforts de réforme de l'éducation devraient donc chercher à maintenir un équilibre dans le contenu pédagogique, et notamment aux niveaux primaire et secondaire.

La jeunesse

1. *Une alliance mondiale de la jeunesse devrait être établie en tant que mécanisme par lequel la jeunesse peut contribuer à la mise en place de toutes les recommandations exposées dans ce rapport (pas seulement celles figurant sous le thème de la « jeunesse »).*

Soutenue par un fonds de solidarité mondial de la jeunesse, cette initiative pourrait débiter par le rassemblement et la mobilisation de divers réseaux et d'associations de jeunesse pour favoriser le dialogue, l'alliance et une culture de paix. Ces organisations ont déjà commencé à travailler ensemble pour organiser des réunions qui donneraient le moyen aux jeunes de divers milieux d'établir un calendrier d'action à présenter aux leaders mondiaux afin de gagner leur soutien et leur assistance. En outre, une étude a été conduite identifiant 468 organisations de jeunes de 125 pays qui pourraient être engagées en tant que partenaires pour la mise en place du projet.

2. *Les États-Unis, l'Union européenne et l'Organisation de la Conférence islamique devraient fixer un objectif commun consistant à déplacer le nombre d'échanges de jeunes qui se produisent entre leurs pays du bas de la liste des échanges interrégionaux vers le haut. La priorité devrait être accordée aux échanges de long séjour, aux échanges de groupes, et aux échanges suffisamment subventionnés pour permettre la participation des couches de la société autres que celles des populations appartenant à l'élite.*

Des programmes à succès devraient être développés pour répondre à cette priorité; le programme Erasmus et le réseau Universia devraient être étendus pour inclure les pays à prédominance musulmane; le programme EuroMed pour la jeunesse devrait être développé au-delà de la région méditerranéenne immédiate pour inclure chaque pays d'Europe et du Moyen-Orient; et le American Peace Corps Program devrait accroître ses opérations dans les pays à prédominance musulmane. Plus les gouvernements soutiendront les échanges, plus les donateurs privés seront susceptibles de suivre le mouvement. Pour s'assurer que la quantité d'échanges ne surpasse pas la qualité, certaines de ces ressources devraient être consacrées aux trois objectifs corollaires suivants :

- a. Augmenter le soutien structurel fourni par les universités et autres institutions d'accueil pour de tels échanges;
 - b. Former les acteurs pouvant faciliter les échanges de jeunes par des organisations de la société civile ayant l'expérience des principes d'éducation non formelle et de la formation;
 - c. Produire et diffuser des résultats de la recherche au travers d'approches pédagogiques utiles pour des échanges réussis. La Commission européenne, Anna Lindh Euro-Mediterranean Foundation, et des organisations non gouvernementales ayant une composante recherche et pratique dans leurs activités pourraient faire partie des partenaires.
3. *Des leaders religieux et des acteurs de la société civile devraient mettre en place un réseau de sites Web qui mettraient en contact la jeunesse avec des érudits religieux qui pourraient parler de façon constructive des défis contemporains auxquels sont confrontés les jeunes d'aujourd'hui.*

De tels sites pourraient proposer des groupes de discussion conduits par des sommités religieuses, fournir des interprétations de l'histoire et des écritures religieuses qui récussent les approches extrémistes, promouvoir des idées et des outils pour que les jeunes puissent s'impliquer dans leurs communautés, et indiquer des liens vers les réseaux en faveur de la jeunesse. Puisque ceci impliquerait la création de nouveaux sites Web, l'effort devrait commencer en conviant les directeurs des sites existants tels que Beliefnet, Islam-Online et Muslim Heritage en présence des membres concernés de la société civile et des leaders religieux pour établir des critères d'adhésion au réseau et bâtir une stratégie sur la façon dont il serait possible de toucher la jeunesse à risque.

4. *Les donateurs publics et privés musulmans et occidentaux devraient travailler ensemble pour établir un fonds culturel et un service de réseau pour mettre en contact des jeunes artistes musulmans, auteurs, musiciens, cinéastes, etc., avec leurs homologues occidentaux et les dirigeants de l'industrie de la culture.*

L'objectif consisterait à faciliter la diffusion de la culture musulmane contemporaine vers d'autres sociétés et, ainsi, de promouvoir la cause du dialogue et de la compréhension.

5. *Une coalition des principales parties prenantes devrait être créée afin de développer un consensus sur la stratégie de l'emploi des jeunes. Une coalition d'agences multilatérales et d'organisations de la société civile ayant l'expérience de la stimulation à l'emploi des jeunes devrait être réunie et soutenue pour piloter des initiatives bien ancrées pour l'emploi des jeunes, et en particulier dans les pays où le chômage et l'aliénation des jeunes sont des problèmes majeurs.*

Des consultations avec Youth Employment Network¹⁶ et des organisations non gouvernementales dans ce domaine indiquent qu'une telle initiative serait bien accueillie et que des modèles « tout-en-un » pour l'emploi des jeunes (comprenant la formation professionnelle, la rédaction de curriculum vitae et la préparation aux techniques d'entretien, la recherche d'emploi et de stages, l'orientation professionnelle et le financement par microcrédits) se sont avérés fructueux aux niveaux nationaux.

6. *Les agences de donateurs publics et privés devraient soutenir les associations, réseaux et organisations féminines qui font progresser l'éducation des filles, établissent des tribunes pour la participation des femmes à tous les niveaux de la société ou encore mettent en place d'autres projets pour rehausser le statut des femmes.*

Dans de nombreux points du globe, les avancées dans le sens de l'égalité des sexes n'enregistrent aucune progression. 70 % des 130 millions d'enfants non scolarisés sont des filles. Les femmes représentent les deux tiers des 960 millions d'adultes dans le monde

¹⁶ Le Youth Employment Network est une initiative conjointe des Nations Unies, de la Banque mondiale et de l'Organisation internationale du Travail.

qui ne savent pas lire et, sur le milliard de personnes les plus pauvres du monde, les trois cinquièmes sont des femmes et des filles¹⁷. Des initiatives aux niveaux local, régional et national peuvent aider à redresser la balance. En particulier, des associations de soutien de la société civile dont le but est de fournir de meilleures occasions d'étude, de plus grandes perspectives d'emploi et de meilleures conditions de vie aux femmes sont promises à un bel avenir sur le terrain de la lutte contre ces injustices.

Les migrations

Des recommandations dans ce domaine sont faites sachant que les gouvernements ayant des populations immigrées significatives travaillent déjà de façon sérieuse pour faciliter l'intégration. Les recommandations ci-après sont le résultat de nos discussions et sont faites en vue de soutenir les efforts existants dans ce domaine. Les initiatives qui soutiennent une intégration réussie incluent le *Handbook on Establishing Effective Labor Migration Policies in Countries of Origin and Destination*¹⁸ et le Forum mondial sur les migrations internationales et le développement proposé au moment de la rédaction de ce rapport par le Secrétaire général des Nations Unies.

1. *Les gouvernements avec des populations immigrées significatives devraient augmenter les mesures d'incitation, les mécanismes de soutien et les financements pour les écoles et les associations qui travaillent avec des écoles afin d'impliquer les étudiants dans l'apprentissage par le service communautaire et les programmes d'éducation civique.*

2. *Les gouvernements municipaux et les fondations locales devraient augmenter le soutien pour l'établissement d'organisations communautaires de jeunesse.*

Ces deux programmes aident à situer de jeunes immigrés dans les plus grandes communautés hors des écoles et fournissent une expérience directe d'interaction sociale et d'action civique avec d'autres jeunes, ce qui peut réduire les sentiments d'aliénation.

3. *Les donateurs publics et privés devraient augmenter le financement des institutions de la société civile qui travaillent avec les communautés d'immigrants pour développer des mécanismes de soutien permettant une plus grande participation parentale dans les écoles et fournissant information et éducation pour donner plus de pouvoir aux communautés immigrées.*

De tels mécanismes réduiraient les barrières (*i. e.* barrières linguistiques, difficultés de transport et coûts, pertes de temps pour le travail et les activités domestiques, ainsi que l'inexpérience des parents dans le domaine de l'école) qui souvent limitent ou empêchent

¹⁷ Programme des Nations Unies pour le développement, Rapport annuel 2005.

¹⁸ Développé conjointement par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation internationale pour les migrations et l'Organisation internationale du Travail.

la participation parentale dans les écoles. De tels efforts pourraient sensiblement contribuer à réduire l'aliénation sociale de la jeunesse immigrée en minimisant leur expérience de vie dans « deux mondes différents », l'un habité par leurs familles, et en particulier leurs parents, et l'autre par leurs pairs et leurs professeurs à l'école. Développer des programmes de tutelle pour aider des immigrés à mieux comprendre les lois, les coutumes, et leur apprendre comment s'impliquer dans la société aiderait à maximiser l'intégration. De même, créer un système d'alerte multilingue pour informer les immigrés des changements de lois les concernant serait utile.

4. *L'Union européenne devrait travailler avec les États Membres pour normaliser et intégrer à travers le continent les données concernant les marchés du travail et du logement, ainsi que celles des services de santé, sociaux, éducatifs et autres services de la communauté afin que les immigrants puissent y avoir accès.*

La disponibilité de telles données permettrait à l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC), aux établissements de recherche associés et aux gouvernements de mesurer l'avancée des efforts en vue de combattre la discrimination contre les communautés immigrées. Ceci aiderait par conséquent à identifier les politiques et initiatives des gouvernements, des sociétés et des institutions de la société civile ayant réussi dans leur combat contre la discrimination de sorte qu'elles pourraient être identifiées (et peut-être même récompensées publiquement par l'Union européenne), appréciées davantage (peut-être même citées dans les « rapports annuels des pays »), et dont on pourrait répliquer les actions ailleurs.

5. *Les donateurs publics et privés qui sont concernés par les relations interconfessionnelles et/ou par l'intégration des immigrés devraient augmenter le financement pour le dialogue et l'organisation communautaire au sein des communautés immigrées.*

Le soutien accru de telles initiatives permettrait l'apparition d'un leadership communautaire immigré (comprenant les leaders religieux) qui a intégré avec succès les sociétés américaines et européennes ainsi que le développement d'associations et de réseaux qui pourraient servir d'entités représentatives pour s'engager dans des dialogues multiculturels et interconfessionnels avec d'autres communautés ou avec des agences gouvernementales.

6. *Les dirigeants des communautés immigrées et les autorités des pays d'accueil devraient travailler ensemble pour produire de la matière (comme, par exemple, des bulletins d'information sur Internet, des annonces de service public et des circulaires) destinée à promouvoir le respect pour la diversité et les bonnes relations communautaires.*

7. *Les universités et les centres de recherche américains et européens devraient étendre leurs recherches dans les domaines des importantes contributions économiques, culturelles, et sociales apportées par les communautés immigrées à la vie américaine et européenne. De même, elles devraient promouvoir les publications provenant du monde musulman concernant un éventail de sujets propres à l'Islam et au monde musulman.*

Une telle recherche soutiendrait ceux qui, dans les secteurs politiques et des médias, recherchent des données bien fondées sur les rôles intégraux joués par les communautés immigrées. Le leadership oral public à l'appui des immigrés réduit les sentiments d'aliénation au sein des communautés immigrées et permet le débat concernant les politiques d'intégration tout en réduisant au minimum le spectre des sentiments racistes et xénophobes qui les assombrit. Développer une campagne médiatique pour combattre la discrimination au travers de messages continuels sur les immigrés, mettant en valeur les avantages de la diversité du pays, les contributions des immigrés et le danger des stéréotypes est crucial. La campagne média devrait également mettre l'accent sur le fait que tous ceux qui vivent dans le pays ont le droit d'exiger et d'obtenir de bons services, de se plaindre au sujet de la discrimination, et de rechercher la réparation appropriée.

8. *Les gouvernements devraient prendre une part active au Forum mondial sur les migrations internationales et le développement afin d'accroître la coopération et de développer une approche intégrée aux migrations et au développement.*

Ce forum consultatif permettra aux gouvernements d'établir une base de compréhension commune concernant les zones d'élaboration de la politique migratoire ayant le plus grand potentiel pour contribuer au développement. Il stimulera également une meilleure appréciation des avantages que les migrations apportent aux pays d'accueil.

Les médias

1. *Les professionnels des médias doivent développer, articuler et mettre en place des codes de conduite spontanés.*

La puissance des mots et des images formant notre compréhension du monde ne peut pas être surestimée. Les professionnels des médias doivent utiliser cette puissance de façon responsable. À cet égard, les reportages précis sont d'une importance majeure. Mais ce n'est pas suffisant. Les journalistes et les producteurs doivent également être vigilants quant à l'impact que les décisions éditoriales et les avis implicitement donnés dans les reportages peuvent avoir sur la perception d'un sujet par le public. Des normes ont été édictées par des associations telles que la Fédération internationale des journalistes, mais ne sont pas mises en application ni imposées par des associations professionnelles avec l'uniformité et la rigueur avec lesquelles, par exemple, les professions juridiques et mé-

dicales appliquent leurs directives et codes de conduite professionnels. L'adhésion à de telles normes est particulièrement cruciale en période de crise quand émotions et craintes populaires sont intensifiées et lors des couvertures de sujets au confluent de la religion et de la politique. L'attention accrue portée à la responsabilité de la presse ne doit pas, et ne devrait pas, diminuer le plaidoyer en faveur de la liberté de la presse.

2. *Des programmes de formation devraient être développés, avec les écoles de journalisme qui en exprimeraient l'intérêt, afin d'aider à élargir la compréhension des journalistes sur les questions internationales cruciales, en particulier dans les domaines où la politique et la religion s'entrecroisent, et pour augmenter leur capacité à informer le public fidèlement et de façon équilibrée.*
3. *Les dirigeants des domaines de l'université, de la religion, de la politique, de la société civile et de la culture devraient produire du contenu médiatique (éditoriaux d'opinion, commentaires, déclarations sur bande vidéo et audio) qui puisse servir à approfondir la compréhension interculturelle, en particulier en période de crise.*

Les défenseurs d'une compréhension multiculturelle et interreligieuse améliorée devraient tirer profit « des instants enseignables » quand les relations entre les sociétés occidentales et les sociétés à prédominance musulmane sont d'actualité et que les producteurs et les éditeurs recherchent du contenu. Des réponses rapides aux crises diffusées mondialement aux éditeurs et aux producteurs pourraient influencer le fait que les populations pensent de manière constructive ou polarisante par rapport à la pertinence et à la signification de ces événements. L'importance des commentateurs, l'à-propos dont ils font preuve et la fourniture de matériaux dans les langues locales maximiseraient leur utilisation. Des modèles réussis de tels systèmes existent, mais pas sur une échelle mondiale.

4. *Les donateurs publics et privés devraient consacrer de plus grandes ressources à la production de médias visant à améliorer les attitudes populaires entre les différentes cultures.*

Un plus grand financement devrait être fourni pour la programmation destinée à améliorer la compréhension entre les sociétés et les cultures différentes. En soutenant la production de programmes pilotes qui, s'ils donnent satisfaction, mènent au financement de séries par les diffuseurs, de tels fonds pourraient servir de catalyseur à de nombreux programmes médias sans demander des investissements à grande échelle. La priorité devrait être donnée à quatre types de productions de médias :

- a. Producteurs qui ont obtenu le soutien d'un diffuseur et qui sont engagés dans une entreprise en participation ou une coproduction dans les domaines culturels ou religieux;
- b. Producteurs cherchant à créer du contenu éducatif de médias à transmettre par l'intermédiaire de formats innovateurs et populaires de divertissement et/ou à

diffuser lors d'événements majeurs qui attirent l'attention du monde (*i. e.* la Coupe du monde, les Jeux olympiques, etc.);

- c. Des productions destinées à des populations de jeunes qui vont à l'encontre des stéréotypes actuels, comme des jeux vidéo, des dessins animés et des sites Web orientés vers la jeunesse qui permettent un dialogue multiculturel et inter-confessionnel constructif soutenu;
- d. Production de séries TV en plusieurs langues s'attachant aux aspects historiques, sociaux et psychologiques des relations entre les sociétés dans le but de stimuler la compréhension mutuelle.

5. *Les leaders de la société civile et des mass médias partageant un même intérêt pour l'impact de la TV et des films dans les relations multiculturelles devraient être encouragés et aidés pour produire des films et tout autre contenu de médias dans le but d'améliorer la compréhension entre les différentes cultures.*

Les producteurs et les scénaristes, en particulier mais pas exclusivement ceux d'Hollywood, les acteurs de la société civile et les chercheurs dans le domaine de la santé publique devraient être soutenus pour travailler ensemble afin de mesurer l'influence des films et de la TV sur les attitudes et le comportement et pour intensifier la représentation de communautés normalisées, musulmanes ou autres, sous-représentées ou stéréotypées de manière négative dans les médias populaires¹⁹.

6. *Les gouvernements, les organisations de médias et la société civile devraient travailler ensemble pour développer des programmes afin de promouvoir Internet comme instrument du dialogue multiculturel.*

Internet est un outil majeur d'information, fournissant une vitrine à la couverture médiatique mondiale et un grand éventail de ressources. C'est pourquoi il est crucial, d'après nous, que l'accès à Internet soit élargi d'une façon significative (voir la Recommandation n° 6 sur l'éducation). Mais Internet peut également être utilisé et abusé pour diffuser des stéréotypes racistes et de l'intolérance qui peuvent inspirer la haine et la violence. Pour aider à contrer ce phénomène, des initiatives utilisant Internet comme outil pour le dialogue et la compréhension multiculturels devraient être activement favorisées.

7. *Une initiative collaborative et réciproque pour contrôler la couverture média des relations islamo-occidentales devrait être lancée pour fournir un examen complet des productions médiatiques et pour récompenser les efforts qui visent à améliorer la couverture des relations entre les sociétés musulmanes et occidentales.*

¹⁹ East-West Institute et Harvard School of Public Health travaillent déjà dans ce sens et sont, de ce fait, des partenaires probables pour faire avancer cette démarche.

Les revues et les récompenses critiques réciproques présentées par une coalition largement représentative d'agences de contrôle — telles que celles dirigées par l'Union européenne, l'Organisation de la Conférence islamique, et des organisations choisies de la société civile — produiraient un profil public plus élevé et une plus grande légitimité que les efforts individuels qui se concentrent sur les médias d'une seule communauté.

8. *Les donateurs publics et privés devraient établir un « fonds de risque » pour tempérer les forces du marché qui encouragent les médias et les supports culturels à sensation et stéréotypés.*

Les cinémas et théâtres, les musées, les maisons d'édition et les autres lieux culturels devraient avoir accès à un fonds qui aiderait à assurer contre les pertes quand ils veulent présenter des films, des jeux et d'autres produits culturels qui humanisent et normalisent la vision des populations d'Occident et des sociétés à prédominance musulmane les unes par rapport aux autres. Cela inclurait par exemple des histoires de femmes musulmanes en vue et ayant réussi, que l'on présenterait en Occident, des histoires de défenseurs juifs des droits de l'homme et de la justice sociale à montrer dans le monde musulman, ainsi que des classiques de la littérature musulmane et occidentale allant à l'encontre des stéréotypes courants.

9. *L'Alliance des civilisations devrait tirer profit des événements majeurs dans les médias, la culture et le sport pour la promotion de ses objectifs.*

La réalisation des objectifs de l'Alliance des civilisations serait entravée si elle restait limitée aux États et aux organisations internationales. Il est essentiel de mobiliser l'opinion publique internationale. Les événements culturels et sportifs présentent des occasions uniques pour atteindre de larges audiences. Il est par conséquent recommandé de saisir les occasions que de tels événements fournissent pour promouvoir les objectifs de l'Alliance des civilisations.

VIII. Mise en place des recommandations

Les recommandations contenues dans ce rapport représentent le contenu principal du plan d'action requis par le Secrétaire général des Nations Unies dans les termes de référence qu'il a établis pour le Groupe de haut niveau. Basé sur une forte réaction positive à l'Alliance des civilisations qui s'est déjà manifestée de la part de divers gouvernements, institutions multilatérales et leaders de la société civile²⁰, le Groupe de haut niveau prévoit un appui et un intérêt considérable de ces parties pour faire progresser ces recommandations. Effectivement, quelques recommandations ont été proposées avec la connaissance que des initiatives associées sont déjà en cours ou déjà planifiées. Afin de tirer le meilleur parti de ces efforts, accroître leur impact collectif et établir une dynamique pour la mise en place des recommandations contenues dans ce rapport, nous recommandons que les Nations Unies prennent les mesures suivantes :

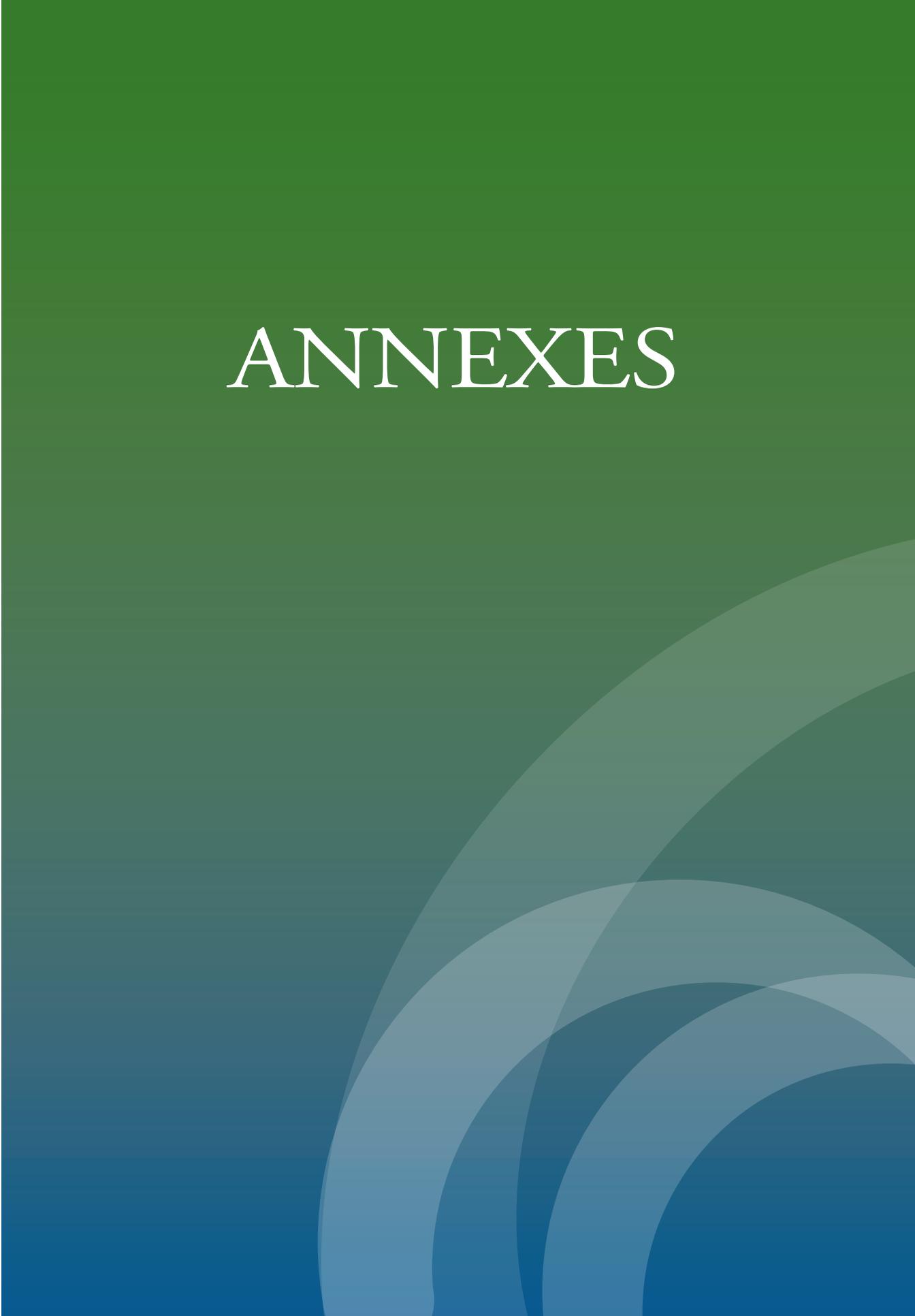
1. Le Secrétaire général devrait désigner un haut représentant pour l'Alliance des civilisations afin de superviser la mise en place des recommandations contenues dans ce rapport et d'assurer la visibilité et la continuité de l'Alliance des civilisations. Le haut représentant pourrait également être disponible pour le Secrétaire général afin d'aider à désamorcer les tensions religieuses et culturelles entre les communautés en périodes de crises. Une liste de personnes éminentes assisterait le haut représentant à assumer ces fonctions.
2. Un petite équipe de soutien devrait être créée afin d'aider le haut représentant. La première tâche de cette équipe serait d'établir un plan détaillé de mise en place pour l'avancement des recommandations de ce rapport. Le plan devrait inclure :
 - a. Constitution de partenariats et d'accords avec diverses institutions publiques et privées aux niveaux international, national et local afin de faire avancer des projets particuliers ensemble;
 - b. Participation aux principales conférences et réunions déjà planifiées pour les années à venir, ce qui fournira des occasions de développer, renforcer et rendre publiques les diverses initiatives et activités de l'Alliance des civilisations²¹.
3. Un forum pour l'Alliance des civilisations devrait être établi sous les auspices des Nations Unies afin de fournir un lieu de rencontre régulier pour que les représentants des gouvernements, des organisations internationales, de la société civile et du secteur privé puissent établir des partenariats et prendre des engagements pour l'action.

²⁰ Voir le site Web de l'Alliance des civilisations (www.unaoc.org) pour les manifestations de soutien de la part d'États, d'organisations internationales et d'organisations de la société civile.

²¹ Une liste provisoire de tels événements se trouve sur le site Web de l'Alliance des civilisations (www.unaoc.org).

4. Il faudrait encourager et promouvoir des *conseils de l'Alliance* auto-organisés aux niveaux national, régional et/ou local pour garantir une large participation et une implication de la société civile. Ces organismes serviraient de foyers pour la mise en place et la coordination d'activités en rapport avec l'Alliance.
5. Il devrait être envisagé d'inscrire à l'ordre du jour de la 62^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies un nouveau point relatif à l'Alliance des civilisations.
6. Un fonds de l'Alliance des civilisations devrait être créé pour soutenir la coopération mondiale sur les questions interculturelles et pour promouvoir les initiatives destinées à encourager le dialogue et à créer des passerelles entre les communautés.
7. Le site Web de l'Alliance des civilisations (www.unaoc.org) devrait être davantage développé pour en faire un outil important dans la promotion du dialogue interculturel.

ANNEXES

The background of the page features a gradient from dark green at the top to dark blue at the bottom. Overlaid on this gradient are several large, overlapping, semi-transparent curved shapes in various shades of blue and green, creating a modern, abstract design.



Annexe 1 : Termes de référence du Groupe de haut niveau

25 août 2005

Le Secrétaire général des Nations Unies a lancé l'initiative d'une alliance des civilisations, cosponsorisée par les Premiers Ministres d'Espagne et de Turquie.

Contexte

- ◆ L'initiative répond à un large consensus entre nations, cultures et religions stipulant que toutes les sociétés sont interdépendantes, liées entre elles pour ce qui touche à leur développement et à leur sécurité, ainsi que pour ce qui concerne leur bien-être environnemental, économique et financier. L'Alliance cherche à forger une volonté politique collective et à mobiliser des actions concertées au niveau institutionnel et à celui de la société civile pour surmonter les préjugés, les perceptions erronées et la polarisation qui militent contre un tel consensus. Elle souhaite également contribuer à un mouvement mondial de rapprochement qui, à l'image du désir d'une grande majorité, rejette l'extrémisme dans toute société.
- ◆ Les événements de ces dernières années ont exacerbé la suspicion mutuelle, la peur et l'incompréhension entre les sociétés islamiques et occidentales. Cet environnement a été exploité par des extrémistes partout dans le monde. Seule une coalition globale sera en mesure de prévenir de nouvelles détériorations des relations entre les sociétés et les nations, qui pourraient mettre en péril l'équilibre international. L'Alliance cherche à contrecarrer cette tendance en mettant en place un paradigme de respect mutuel entre les civilisations et les cultures.

Le Groupe de haut niveau

- ◆ Afin de mener à bien cette initiative, le Secrétaire général, en accord avec les coprésidents, a mis en place un Groupe de haut niveau composé de personnalités éminentes et dont les objectifs sont les suivants :
 - ◆ Fournir une estimation des menaces nouvelles et émergentes à la paix et à la sécurité internationale, et en particulier les forces politiques, sociales et religieuses qui fomentent l'extrémisme;
 - ◆ Identifier les actions collectives, à la fois au niveau institutionnel et au niveau de la société civile, afin de traiter ces tendances;
 - ◆ Recommander un programme d'action réalisable pour les États, les organisations internationales et la société civile dans le but de promouvoir l'harmonie entre les sociétés.

- ◆ Pour ce faire, le Groupe de haut niveau va examiner des stratégies pratiques :
 - ◆ Renforcer la compréhension mutuelle, le respect et les valeurs partagées entre les différents peuples, cultures et civilisations;
 - ◆ Contrecarrer l'influence des groupes fomentant l'extrémisme et l'exclusion de ceux qui ne partagent pas leur vision du monde;
 - ◆ Contrecarrer la menace à la paix et à l'équilibre du monde formulée par l'extrémisme;
 - ◆ Favoriser dans toutes les sociétés la prise de conscience du fait que la sécurité est indivisible et qu'elle constitue un besoin vital pour tous, et que la coopération mondiale est une condition préalable indispensable pour la sécurité, l'équilibre et le développement.
- ◆ Le Groupe de haut niveau présentera un rapport contenant une analyse et un plan d'action à l'intention des États, des organisations internationales et de la société civile accompagné des mesures pratiques appropriées, entre autres :
 - ◆ Mettre en valeur l'importance d'une compréhension mutuelle et proposer des mécanismes spécifiques pour la faire avancer, comprenant, et de manière non exhaustive, le développement de structures de coopération internationales meilleures et l'utilisation des médias (dont Internet) pour stimuler et concevoir les débats publics de manière constructive;
 - ◆ Cultiver la coopération entre les initiatives actuelles destinées à permettre à ceux qui sont dans la majorité dominante, ceux qui sont massivement modérés et qui rejettent les vues des extrémistes, de tenir les rênes;
 - ◆ Établir des partenariats qui aideront des sociétés différentes à mieux comprendre leurs différences tout en mettant l'accent et en agissant sur leurs points communs;
 - ◆ Proposer des mesures par lesquelles les systèmes éducatifs peuvent stimuler la connaissance et la compréhension d'autres cultures et religions;
 - ◆ Tendre la main aux jeunes du monde pour insuffler les valeurs de modération et de coopération, et promouvoir l'appréciation de la diversité;
 - ◆ Promouvoir la prise de conscience du fait que la sécurité, l'équilibre et le développement sont des besoins vitaux pour tous et qu'une coopération mondiale est nécessaire pour y parvenir, et faire des propositions concrètes pour faire avancer la sécurité mutuelle.
- ◆ Le Groupe de haut niveau présentera son rapport durant la seconde moitié de l'année 2006 au Secrétaire général qui déterminera, en accord avec les cosponsors, la façon la plus appropriée pour présenter le plan d'action à la communauté internationale. La mise en place du programme pourrait alors être surveillée par un plus petit groupe de même envergure.

Structure de soutien

- ◆ Un secrétariat conduit par un directeur expérimenté préparera les études, analyses et propositions à soumettre au Groupe de haut niveau. Il coopérera également à des initiatives semblables et travaillera sur des projets terminés ou en cours sur d'autres forums.



Annexe 2 : Membres du Groupe de haut niveau

Coprésidents

- | | |
|---|---|
| 1. Pr Mehmet Aydin (Turquie)
coprésident | Ministre d'État de Turquie
et professeur de philosophie |
| 2. Pr Federico Mayor (Espagne)
coprésident | Président, Culture of Peace Foundation
et ancien directeur général, UNESCO |

Moyen-Orient

- | | |
|--|---|
| 3. Seyed Mohamed Khatami (Iran) | Ancien président d'Iran |
| 4. Son Altesse Sheikha Mozah
bint Nasser al Missned (Qatar) | Consort de l'émir, État du Qatar. Présidente,
Qatar Foundation for Education, Science
and Community Development |
| 5. Dr Ismail Serageldin (Égypte) | Président, Bibliotheca Alexandrina |

Afrique du Nord

- | | |
|--------------------------------|---|
| 6. Dr Mohamed Charfi (Tunisie) | Ancien ministre de l'éducation de Tunisie |
| 7. M. André Azoulay (Maroc) | Conseiller de Sa Majesté
le roi Mohammed VI du Maroc |

Afrique de l'Ouest

- | | |
|----------------------------------|------------------------------------|
| 8. M. Moustapha Niasse (Sénégal) | Ancien premier ministre du Sénégal |
|----------------------------------|------------------------------------|

Afrique du Sud

- | | |
|--|-------------------------------------|
| 9. Archevêque Desmond Tutu
(Afrique du Sud) | Le Très Honorable Archevêque du Cap |
|--|-------------------------------------|

Europe de l'Ouest

- | | |
|---------------------------------|---|
| 10. M. Hubert Védrine (France) | Ancien ministre des affaires étrangères, France |
| 11. Mme Karen Armstrong (R.-U.) | Historienne des religions |

Europe de l'Est

- | | |
|--------------------------------|---|
| 12. Pr Vitaly Naumkin (Russie) | Président de International Center for Strategic
and Political Studies et Président,
Université d'État, Moscou |
|--------------------------------|---|

Amérique du Nord

- | | |
|-----------------------------------|--|
| 13. Pr John Esposito (États-Unis) | Directeur fondateur, prince Al-Waleed bin-Talal
Center for Muslim-Christian Understanding
(Georgetown University) et éditeur en chef
du <i>Oxford Encyclopedia of the Islamic World</i> |
|-----------------------------------|--|

14. Rabbin Arthur Schneier (États-Unis) Président, Appeal of Conscience Foundation et Senior Rabbi, East Park Synagogue, New York

Amérique latine

15. M. Enrique Iglesias (Uruguay) Secrétaire général ibéro-américain et ancien Président d'Inter American Development
16. Pr Candido Mendes (Brésil) Secrétaire général, Académie de la latinité

Asie du Sud

17. Dr Nafis Sadik (Pakistan) Conseiller spécial auprès du Secrétaire général de l'ONU
18. Mme Shobhana Bhartia (Inde) Membre du Parlement, Inde; Vice-Président et Directeur de la rédaction, *The Hindustan Times*, New Delhi

Asie du Sud-Est

19. M. Ali Alatas (Indonésie) Ancien ministre des affaires étrangères d'Indonésie

Asie de l'Est

20. Pr Pan Guang (Chine) Directeur et professeur, Shanghai Academy of Social Sciences

La préparation de ce rapport n'aurait pas été possible sans les conseils et le soutien des personnes suivantes :

S. Iqbal Riza, conseiller spécial auprès du Secrétaire général des Nations Unies

Secrétariat :

Shamil Idriss, directeur a. i.
 Susan Douglass, chercheur en chef (éducation)
 Leila Ezzarqui, chercheur en chef (migration)
 Emmanuel Kattan, conseiller en communications
 Geneive Abdo, liaison
 Carmel Kooros, responsable de liaison
 Josef Oberger, chercheur
 Franz Brugger, stagiaire
 Sally Kennedy, chef de Bureau
 Amanda Langjahr, déléguée à l'administration

Nous remercions la Section du contrôle des documents, la Section de la préparation de copie et de la correction d'épreuves, la Section de la publication de DGACM et le Groupe de conception graphique de DPI pour leur participation à la publication de ce rapport.



Annexe 3 :

Contribution au Groupe de haut niveau de l'Alliance des civilisations par M. André Azoulay et M. Hubert Védrine sur le conflit israélo-palestinien

1^{er} septembre 2006

Le Groupe de haut niveau de l'Alliance des civilisations (GHN) travaille sous la houlette des Nations Unies, sans contrainte formelle, diplomatique ou institutionnelle. Cette liberté de penser, de proposer est un atout décisif qui crée pour chacun des membres du Groupe un devoir et une responsabilité collective qui doit être novatrice et utile.

- ◆ Un atout parce que désignés *intuitu-personae*, les membres du GHN peuvent se déterminer sans tabou ou censure, animés par le seul désir d'aider en allant directement là où les gouvernements ne sont pas aptes ou libres d'aller.
- ◆ Un devoir parce que le thème de réflexion qui nous est proposé, celui des relations entre l'Islam et le reste du monde, détermine et conditionne l'ordre international de notre époque. C'est à cette réalité, qui s'impose à nous chaque jour un peu plus qu'est confrontée la communauté internationale qui a été incapable, à ce jour, de proposer un scénario crédible et efficace de sortie de crise.
- ◆ Une responsabilité parce que la réponse à cette impasse incombe en partie au GHN qui a accepté cette mission pour l'Alliance des civilisations, avec une feuille de route ambitieuse et engagée. Dans cette perspective, ce groupe de haut niveau a créé, à juste titre, des attentes et des espoirs qui nous commandent vérité, créativité, pragmatisme et audace dans nos recommandations.

L'objectif du GHN est de faire prévaloir une alliance des civilisations contre tous ceux qui, en Islam ou dans le monde occidental, par ignorance, fanatisme ou choix idéologique, privilégient au contraire une logique de fracture et de confrontation.

Dans cette perspective, le GHN doit résister à la tentation de fonder ses propositions sur une seule logique qui serait celle d'une réponse univoque à un choc des civilisations ou des religions qui serait le miroir réducteur et caricatural de tous nos problèmes. Un choc dont le GHN doit récuser la fatalité et la centralité par rapport aux défis qui nous préoccupent. Il serait vain et dangereux à cet égard d'argumenter ou d'échafauder des stratégies lourdes et complexes pour répondre ou faire face à un problème dont le GHN ne nie pas l'existence, mais dont il doit suggérer que l'impact est une conséquence et non une causalité.

Le GHN ne doit pas tomber dans ce piège et se doit d'aller directement aux faits objectifs (historiques et politiques) qui déterminent les valeurs de référence, la pensée, les choix et les engagements de centaines de millions de musulmans, de la Mauritanie à l'Indonésie, en passant par le Sénégal et le Nigéria, ou en allant jusqu'en Chine ou en Inde.

Ces faits sont datés et ils ont un nom et une origine. Ils s'appellent Palestine, Israël, Irak, Afghanistan ou Tchétchénie. Les membres du GHN sont conscients, à cet égard, de la persistance du poids de l'héritage de l'époque coloniale sur les mentalités, les comportements et les représentations des populations occidentales et arabo-musulmanes. Cela entretient et attise d'un bout à l'autre du monde musulman, du Maroc au Sinkiang chez les Ouïgours, des réactions passionnément anti-occidentales. Et dans le monde occidental cela crée un amalgame, malgré les déclarations et précautions en sens inverse, entre musulmans, islamistes et terroristes et une inquiétude sécuritaire persistante et largement répandue. Les extrémistes de tous bords s'emploient à élargir ce fossé qui sert leurs desseins. Dans ce contexte, le GHN se doit d'amener les Occidentaux à comprendre pourquoi, par exemple, sur ces dossiers un Marocain réagit avec la même passion et la même détermination qu'un Chinois musulman qu'il ne connaît pas et qu'il ne rencontrera jamais.

Cela est irrationnel et improbable pour un Occidental cartésien, mais cela est un fait. En le constatant, le GHN est au cœur de la problématique qui lui est soumise et dont les composantes sont à la fois stratégiques, politiques, religieuses, historiques et culturelles.

Les membres du GHN n'ont pas la prétention de croire qu'ils disposent de solutions miracles pour dénouer toutes ces tragédies engendrées par une histoire à la fois longue et récente. Ils ne renoncent pas pour autant à faire des propositions et des recommandations dans les domaines de l'éducation des médias et de la jeunesse pour enrayer les logiques d'affrontement et prévenir les risques de clash. Mais ils affirment que celles-ci auront d'autant plus d'effet qu'un effort international politique sans précédent serait décidé par les gouvernements et les institutions multilatérales concernées pour s'attaquer aux causes politiques de l'actuel antagonisme Islam-Occident.

Pour faire court, le GHN doit prendre la responsabilité de traiter en priorité du dossier palestinien dont plus personne ne peut aujourd'hui nier qu'il est déterminant dans la relation entre l'Occident et l'Islam. Ce dossier est complexe, douloureux et il est la somme de toutes les difficultés et de tous les risques, mais il est central.

Soixante ans après les résolutions des Nations Unies de 1948 qui ont organisé et validé la création d'Israël, la communauté des nations attend, espère et souhaite, sans plus attendre, une solution juste et durable.

Elle se fondera sur trois réalités désormais irréfragables :

- a. La réalité du Mouvement national palestinien dont on sait maintenant que ni l'usure du temps, ni la force, ni l'argent ne viendront à bout de sa détermination à bâtir un État digne, respecté et doté de tous les moyens de la souveraineté;
- b. La réalité du Mouvement national juif qui a trouvé son aboutissement en Israël, dans une partie de la Palestine et dont on sait également que ni le terrorisme, ni les guerres, ni les pressions internationales ne viendront à bout;
- c. La volonté de tous et d'abord de la majorité des Arabes, des Palestiniens, du peuple israélien et des Juifs dans le monde d'accepter et de conforter toute solution digne, juste et éthique, qui donne ses vraies chances à la coexistence de deux États, palestinien et israélien.

Soixante ans après, le GHN peut s'essayer à un bilan, et parler vrai.

Le GHN peut dire aux Israéliens la nature et les raisons des rendez-vous manqués de ce demi-siècle, leur prix, leurs séquelles, leurs conséquences.

Le GHN peut également faire sans complaisance le même exercice pour les Palestiniens.

Les peuples israélien et palestinien qui dans leur immense majorité aspirent à vivre en paix, en sécurité, et dans la dignité sont prêts à s'inscrire dans cette logique. Mais cela ne suffit pas; la régression actuelle requiert pour en sortir une vision hardie de l'avenir, et du courage de la part des Israéliens, des Palestiniens et de tous les pays influents à commencer par les États-Unis et les autres membres permanents du Conseil de sécurité.

Le GHN peut dans cette perspective apporter une contribution essentielle qui consiste à éclairer « objectivement » et « sereinement » le paysage israélo-palestinien en privilégiant l'inventaire et l'analyse des paramètres qui ont forgé, au fil des années, un drame qui a fait le lit des irrédentistes et des artisans de la fracture.

Les Nations Unies, acteur central en 1948, peuvent aujourd'hui dire aux Israéliens, aux Palestiniens, aux Arabes, aux musulmans, aux Occidentaux et aux autres les leçons et le pourquoi de ces soixante années de confrontation, de sang, d'humiliation et de peurs largement partagées.

Cet état des lieux conduira à un scénario recentré, apaisé et non partisan, de reconstruction de la paix entre les deux États nourris par la même légitimité, également établie et validée.

Deux États auxquels on aura reconnu les mêmes exigences de dignité, de respect et de justice pour deux peuples enfin acceptés comme égaux en droits et en devoirs par la communauté des nations.

Il est vital pour les Palestiniens et pour les Israéliens d'entendre un propos et un discours qui expriment à la fois les responsabilités respectives dans l'échec et la conscience qu'à désormais la

communauté internationale, d'une part, des raisons objectives qui ont conduit à cette faillite et, d'autre part, des conditions incontournables de la solution qui s'impose à tous.

Il est essentiel pour les Palestiniens, comme pour l'univers arabo-musulman et le monde musulman en général, de comprendre et d'intégrer le fait que désormais nous, le GHN, savons et que nous prenons la responsabilité de faire savoir le prix et le poids de ces soixante années d'incompréhension, de stigmatisation, de vérités cachées ou instrumentalisées.

Ce seuil franchi peut changer fondamentalement la donne. Il peut être le premier pas sur le chemin de la dignité reconquise et de la crédibilité retrouvée pour redonner sens et réalité à un processus susceptible de conduire enfin à la paix.

De la même façon, cette analyse froide et rationnelle de l'histoire de ces soixante années peut contribuer substantiellement à exorciser les peurs en Israël et à réconcilier le peuple israélien avec ses valeurs fondatrices. Résoudre le problème palestinien ne fera évidemment pas disparaître toute tension dans les rapports islam-occident. Mais ne pas le résoudre frappera de nullité tout effort pour résorber ces tensions.

Cet exercice-vérité (pédagogique et idéologique), sous la forme d'un « livre blanc » initié par les Nations Unies, redonnera tout son sens et toutes ses chances à la refondation de la normalisation des rapports entre l'Islam et le reste du monde. Chacun y trouvera son compte et seuls les extrémistes et les fondamentalistes verront leur légitimité affaiblie voire contestée, car ils ne seront plus les champions d'une cause ou de causes dont ils se sont emparés par défaut ou par effraction, en tirant profit d'une histoire non dite et trop longtemps volontairement et délibérément ignorée par la communauté des nations.

Les recommandations du GHN peuvent contribuer à dédramatiser la situation par la mise à disposition de ce « livre blanc » à tous les prescripteurs concernés. Un « livre blanc » qui peut devenir une véritable plate-forme de refondation de la paix entre Palestiniens et Israéliens réunis autour d'une histoire, leur histoire écrite sans complaisance et qui aura le mérite fondamental et sans précédent de voir la communauté des Nations traiter les uns et les autres en toute égalité, pour le meilleur comme pour le pire.

Autres documents utiles

Les documents suivants sur l'Alliance des civilisations et sur le travail du Groupe de haut niveau, dont les discours, les déclarations et les documents de recherche sont disponibles sur le site Web de l'Alliance des civilisations : www.unaoc.org.

1. Déclaration du Premier Ministre du gouvernement espagnol, S. E. M. José Luis Rodríguez Zapatero à l'Assemblée générale des Nations Unies proposant une alliance des civilisations, septembre 2004.
2. Paragraphe 144 du Sommet des Nations Unies (14 septembre 2005) sur les Objectifs du Millénaire + 5, accueillant l'initiative de l'Alliance des civilisations.
3. Document concept sur l'Alliance des civilisations.
4. Discours des cosponsors et du Secrétaire général des Nations Unies à l'occasion de la première réunion du Groupe de haut niveau à Palma de Majorque, Espagne.
5. Réunions et auditions du Groupe de haut niveau.
6. Conférences et réunions en rapport avec l'Alliance des civilisations.
7. Liste des gouvernements, des organisations et déclarations de soutien en faveur de l'Alliance des civilisations.
8. Documents de référence, déclarations internationales et projets en rapport avec l'Alliance des civilisations.

Alliance des civilisations des Nations Unies

Pour de plus amples renseignements,
veuillez consulter le site Web de l'Alliance des civilisations : www.unAoC.org